

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre • www.udc.ch • édition juin 2019



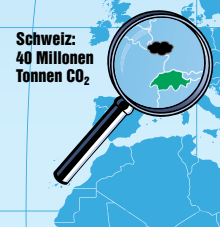
Immigration destructive 2

L'immigration constante et massive charge excessivement notre environnement.



Hystérie climatique 4-5

Des mesures coûtant des milliards en Suisse n'ont aucune influence sur le climat mondial.



Protection de l'environnement 7

Interview avec la responsable d'EMS Magdalena Martullo-Blocher.



La raison doit remplacer l'idéologie

Les changements climatiques inquiètent de nombreuses personnes. C'est compréhensible. Ce qui l'est moins, c'est que les idéologues de la gauche et des verts abusent sans aucune gêne de cette situation pour tenter d'imposer leurs recettes inefficaces. Nous devons nous y opposer et faire appel à la raison.



On commence par semer la panique pour ensuite imposer plus facilement la transformation socialiste de la société. Voilà la stratégie politique des idéologues climatiques de la gauche et des verts qui se mettent actuellement en scène grâce à un appui médiatique jamais vu jusqu'ici et qui n'hésitent pas à abuser de la bonne foi d'un public souvent mal informé.

La classe moyenne sera arnaquée moyennant de nouveaux impôts et redevances et cet argent sera redistribué. Les citoyennes et citoyens seront rééduqués afin qu'ils modifient leur style de vie. Les arts et métiers et l'agriculture seront mis sous tutelle par de nouvelles prescriptions. Sous les habits verts à la mode, la gauche cherche à imposer un carcan socialiste et à prendre le pouvoir. Voilà la réalité.

Tricheurs à la table de jeu

Ce sont exactement les mêmes milieux, qui veulent interdire la voiture aux pendulaires, bannir la viande des cantines et tirer l'argent des poches des travailleurs avec des nouveaux impôts sur le climat, qui sont également pour la libre immigration et qui poussent la Suisse dans l'UE. Ils sont responsables de l'augmentation de la population suisse d'un million d'habitants en 12 ans seulement ; ils



Albert Rösti
président
UDC Suisse

sont responsables d'une Suisse à 10 millions d'habitants que nous aurons bientôt. C'est leur politique qui provoque l'augmentation de la consommation d'énergie, le bétonnage des paysages, une consommation sans borne.

Ce sont ces mêmes milieux qui se présentent aujourd'hui en sauveteurs verts de l'humanité. Il ne faut pas se laisser leurrer par les trucages effrontés de ces faux prophètes.

Garder le sens de la mesure

Nous devons réagir raisonnablement aux inquiétudes des gens face au changement climatique. Nous devons faire appel au bon sens humain et garder le sens de la mesure : produire et acheter localement, protéger l'environnement de manière pratique via le recyclage et la récupération de matières premières, miser sur des technologies nouvelles et plus économiques, gérer raisonnablement l'immigration, ménager nos paysages, modérer nos exigences dans notre vie personnelle. Les démarches efficaces ne manquent pas. L'extrémisme rouge-vert est en revanche nuisible pour la Suisse.

Nouvelles catastrophes, anciennes méthodes



par Peter Keller, conseiller national et historien, Hergiswil (NW)

La crainte de la fin du monde a toujours été un outil politique efficace. Notre environnement doit évidemment être protégé, mais l'objectif réel de l'hystérie climatique provoquée et entretenue par la gauche et les verts est différent : arnaquer la classe moyenne sous des prétextes écologiques pour imposer de vieilles recettes socialistes dont l'inefficacité est prouvée depuis longtemps.

En 1974, le magazine allemand «Der Spiegel» portait en couverture et en gros caractères le titre angoissant «Allons-nous vers une nouvelle période glaciaire ?». Vous avez bien lu : «période glaciaire». Les étés pluvieux que connaît alors l'Europe du Nord donnent un avant-goût du refroidissement du climat, poursuivait l'auteur de cet article qui, comme de coutume, ne manquait pas de preuves scientifiques pour attester des inepties destinées à semer la panique : l'Atlantique du Nord s'est refroidi et les températures hivernales les plus basses depuis 200 ans ont été mesurées au cercle polaire ; la surface des glaciers et celle de la banquise a augmenté d'environ 12%.

Pour faire bonne mesure, le scientifique américain Reid Bryson, directeur de l'institut des études environnementales de l'Université du Wisconsin, lança cette mise en garde : si la détérioration actuelle du climat se poursuit, plus d'un milliard d'humains mourront de faim. Ajoutant une couche, un autre scientifique affirmait que les chances d'un retour d'un climat meilleur étaient égales à 1 sur 10'000.

Période glaciaire, mort des forêts, trou d'ozone, réchauffement climatique ...

Ces tentatives de semer la panique ne sont donc pas nouvelles. Il y a une quarantaine d'années, on mettait en garde contre une nouvelle et grande période glaciaire. Aujourd'hui, les climatologues annoncent un réchauffement général. Hier comme aujourd'hui, ils se complaisent dans des scénarios terrifiants : la terre devient inhabitable ; des catastrophes naturelles, les sécheresses et les inondations se multiplient. Qu'il s'agisse de la prévision d'une période glaciaire ou du réchauffement de la terre, les scientifiques et les médias ont toujours rendu les humains responsables de ces changements climatiques.

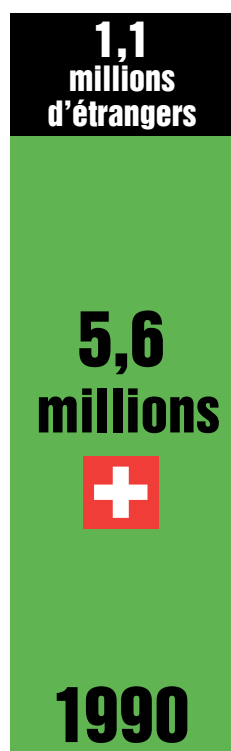
C'est une évidence : nous devons protéger notre environnement et ménager la nature. Chacun doit y contribuer en achetant des denrées alimentaires de saison et produites à proximité, en séparant les déchets, en économisant l'eau et l'énergie. Mais pour les milieux qui attisent l'hystérie climatique actuelle, ces aspects sont secondaires. Leur objectif premier est de faire peur aux gens. La gauche et les verts abusent de cette rhétorique pour imposer leurs recettes de redistribution aussi surannées qu'inefficaces. A cet effet, ils veulent ponctionner la classe moyenne à travers la taxe CO₂, la hausse des prix des carburants, des péages routiers, des taxes pénalisantes sur l'huile de chauffage et l'électricité «sale», des taxes sur les billets d'avion, etc.

Une charge massive pour l'environnement : 1 million d'habitants supplémentaires en seulement 11 ans

Il y a 11 ans en 2008 la Suisse comptait 7,6 millions d'habitants. Aujourd'hui, 8,6 millions de personnes vivent en Suisse en raison de l'immigration incontrôlée que subit notre pays. Ces personnes utilisent les routes et les transports publics et consomment de grandes quantités d'eau, de carburant et d'électricité. Leur approvisionnement en denrées alimentaires augmente le nombre de transports en camion supplémentaires doivent également être transportés et éliminés.

Mais les sauveteurs autoproclamés du climat, soit le PS, le PVL, le PDC et les Verts auxquels vient de se joindre le PLR, refusent de prendre en considération les conséquences de cet afflux d'un million de personnes. Cette immigration de masse n'est pas un problème pour eux. Ils sont même allés jusqu'à violer grossièrement la Constitution fédérale en refusant d'appliquer ne fût-ce qu'un seul point de l'initiative contre l'immigration de masse approuvée par le peuple et les cantons. Ce qui ne les empêche pas de se lamenter de l'augmentation massive de la consommation d'eau et d'énergie et du bétonnage des paysages par la construction de logements supplémentaires. Ces partis refusent aussi de voir les changements sociétaux et la mise en péril de certaines valeurs que provoque cette immigration massive.

Gérer l'immigration au lieu de multiplier les prescriptions
L'UDC était et est toujours le seul parti qui se bat contre l'immigration de masse. De leur côté, les milieux qui ferment les yeux devant la réalité n'ont de cesse de minimiser les problèmes.



Développement de la population résidente permanente de la Suisse Naturalisations annuelles cumulées depuis 1990



La population suisse reste stable ! L'immigration provoque une explosion démographique !

«L'immigration consécutive à l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE n'augmentera que de 8'000 à 10'000 personnes par an.» Voilà ce que nous a promis le Conseil fédéral, ajoutant au passage que l'éviction des travailleurs nationaux âgés par une main-d'œuvre étrangère jeune et bon marché était de la pure fiction. «L'intégration des immigrants ne pose aucun problème et l'AVS va même profiter », a-t-on osé affirmer. Et aujourd'hui, alors que toutes nos craintes se sont réalisées, ces mêmes partis veulent régler ces problèmes avec des interdictions et de l'argent. Bien entendu, cet argent est tiré des poches des citoyennes et des citoyens via une hausse des taxes sur l'électricité et les carburants et

même moyennant une augmentation des cotisations AVS. Qui plus est, la multiplication des prescriptions renchérit la construction, donc le logement.

Je m'engage pour que personne ne soit obligé de vivre en 2033 déjà dans une Suisse à 10 millions d'habitants. Je ne veux pas qu'il devienne un étranger dans son propre pays. Voilà pourquoi je m'engage pour une Suisse libre et fondée sur les valeurs chrétiennes.



par Céline Amaudruz, conseillère nationale, Genève (GE)

Voici comment la gauche cherche à faire venir encore plus de requérants d'asile en Suisse

Les milieux de gauche souhaitent que le changement climatique soit considéré comme un motif donnant droit au statut de réfugié. Résultat : quelques dizaines de milliers de migrants économiques supplémentaires prendront le chemin de la Suisse pour y vivre aux frais des contribuables. Ce serait la fin de notre Etat social. Aujourd'hui déjà, la politique d'asile irresponsable de la Confédération met à rude épreuve la solidarité du peuple suisse.



Les Jeunes Verts demandent l'accueil de 50'000 «réfugiés du climat» – bien entendu aux frais du contribuable suisse !

Profitant de l'hystérie climatique qu'elle attise, la gauche exige que le changement climatique soit considéré comme un motif de fuite. Les Jeunes Verts demandent que la Suisse accueille au moins 50'000 «réfugiés du climat» en provenance notamment d'Afrique – bien entendu aux frais des contribuables. Comme si la mauvaise politique d'asile de la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga ne nous avait pas déjà coûté assez cher !

Lourde charge pour les contribuables

Au seul niveau fédéral, le Secrétariat d'Etat à la migration (SEM) annonce

jusqu'en 2022 des coûts annuels de 1,4 milliard de francs pour l'asile. La Confédération devant assumer pendant sept ans au maximum les coûts d'entretien des personnes ayant un statut d'asile, les conséquences financières de cette politique ruineuse n'étaient jusqu'ici guère perceptibles pour les cantons et les communes. Cela va très vite changer : dès cette année, la responsabilité financière pour les requérants d'asile admis durant les années record 2014 à 2016 est transférée aux cantons et aux communes. A lui seul, le nombre de personnes admises provisoirement dépassait 46'000 en 2018, soit deux fois plus qu'en 2013.

Au total, la Confédération recensait en 2018 plus de 128'000 personnes dans le domaine de l'asile dont la grande majorité vivent au crochet des contribuables suisses.

Bientôt la fin de l'Etat social ?

Aujourd'hui déjà, la politique d'asile désastreuse de la Confédération met à rude épreuve la solidarité de la population laborieuse et contribuable. Nul besoin d'être expert pour comprendre que ce développement est une bombe à retardement pour nos œuvres sociales. Aujourd'hui, même des gens de gauche comme Felix Wolfers, responsable du service social de la ville de

Berne et ancien président de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), mettent en garde contre cette «bombe à retardement financière et sociale». Dans ces conditions, l'arrivée de quelques dizaines de milliers de «réfugiés du climat» est une vision d'horreur. L'aspect le plus paradoxal de cette revendication de la gauche et des verts est que ce sont précisément les milieux qui affirment vouloir combattre la pauvreté qui s'approprient à détruire notre Etat social.



par Michaël Buffat, conseiller national, Vuarrens (VD)

Impressum: ÉDITION SPÉCIALE | ÉDITION SPÉCIALE est une publication de l'Union démocratique du centre UDC / Tirage: 1'070'545 exemplaires / Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général / Case postale 8252 / 3001 Berne / Tél. 031 300 58 58 Fax: 031 300 58 59 / info@udc.ch / www.udc.ch / Conception et graphiques: GOAL SA Publicité et relations publiques / Crédits photos: iStockphoto, KEYSTONE SA, admin.ch, parlement.ch, UDC Suisse / Caricatures: L. Winnik / Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zurich SA.

Attention: ce journal n'est ni une publicité, ni une réclame, mais une information politique. Il peut donc aussi être distribué dans les boîtes aux lettres portant un autocollant «stop publicité». Nous vous remercions de votre compréhension.

«Je me bats contre l'utilisation abusive du changement climatique à des fins politiques»

Roger Köppel, historien, rédacteur en chef et analyste de premier plan, explique dans cette interview comment les verts, marqués par des idées communistes, tentent de détruire les libertés suisses en entretenant l'hystérie climatique.

Monsieur Köppel, vous critiquez l'hystérie qui accompagne le changement climatique. Pourquoi ?

Parce que les milieux de gauche et des verts abusent du changement climatique pour imposer un régime de contrainte. Ces gens cherchent à provoquer un changement de système. Les idées communistes des verts de la fin des années quatre-vingts refont surface aujourd'hui. En provoquant et en entretenant l'hystérie climatique et en semant la panique, ils cherchent à démanteler l'économie de marché. Ils veulent tout supprimer : la liberté de mouvement, l'approvisionnement énergétique sûr, le libre choix, la prospérité, la société industrielle. Ils veulent nous dicter comment nous déplacer, comment chauffer et nous imposer ce que nous devons manger. Comme de coutume, la classe moyenne doit supporter et payer ces excès. Cherchant à placer la population sous tutelle et à redistribuer tous les biens, les verts considèrent la Suisse comme un compte en banque duquel ils peuvent prélever de l'argent que d'autres y ont versé.

Niez-vous le changement climatique ?

Non, le changement climatique est une réalité – depuis des millions d'années. En revanche, je me bats contre les tentatives d'abuser de ce phénomène à des fins politiques. Je refuse de subir un bouleversement total sur la base d'allégations infondées et pseudoscientifiques. La politique climatique voulue par les verts est un retour au moyen-âge, à une époque où seuls les riches et les nobles pouvaient voyager.

Pourquoi l'UDC ne veut-elle rien faire pour le climat ?

Nous faisons beaucoup pour notre environnement, notamment grâce à nos paysans. Notre parti combat l'immigration de masse. Nous sommes contre le bétonnage des paysages, contre la surpopulation, contre la surexploitation des infrastructures et de l'environnement. Voilà une authentique politique de protection de l'environnement. Nous sommes

aussi pour l'économie de marché, qui vise l'efficacité et une utilisation économe des ressources. La focalisation quasi religieuse sur le changement climatique détourne l'attention des vrais problèmes : exploitation dévastatrice des océans, pollution par le plastic, surpopulation. Et l'ONU renforce ces facteurs nuisibles par sa politique de migration. **De nombreux scientifiques – également**

en Suisse – mettent en garde depuis longtemps contre le réchauffement de l'atmosphère dû aux activités humaines. Se trompent-ils tous ?

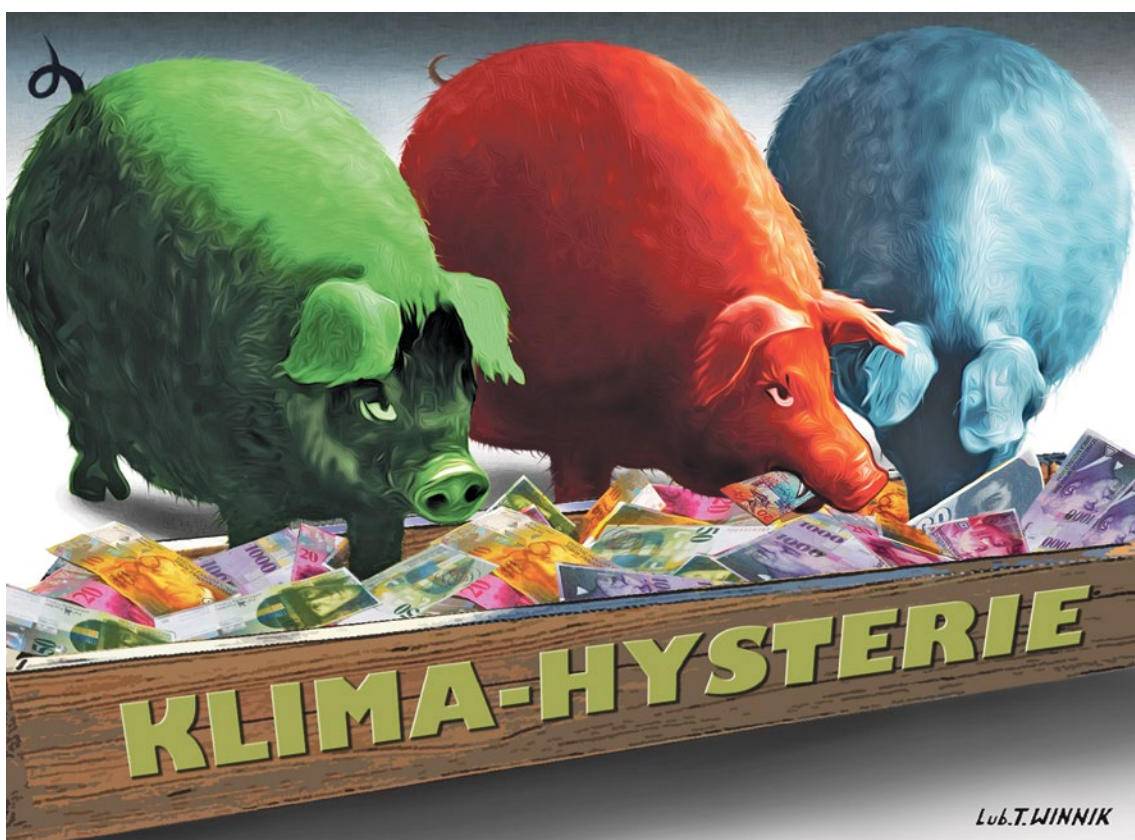
On attend toujours la preuve scientifique démontrant que les humains exercent une influence significative sur le climat. Le mot décisif est «significatif». Le Conseil mondial du climat l'a lui-même admis dans son rapport de 2013. Celles et ceux, qui prétendent que le l'être humain – et seulement l'être humain – est responsable de l'augmentation de la température d'un degré durant les 150 dernières années, ne disent pas la vérité.

« Cherchant à placer la population sous tutelle et à redistribuer tous les biens, les verts considèrent la Suisse comme un compte en banque depuis lequel ils peuvent prélever de l'argent que d'autres y ont versé. »

de protection du climat. Que leur recommandez-vous ?

énergétique soutenu par la direction du parti conduit à l'abîme. Conclusion : les membres du PLR, dont les idées en politique énergétique ne sont pas défendues par leur parti, devraient se tourner vers l'UDC.

Les nombreux paysans membres de l'UDC demandent également des mesures



Le PLR a récemment interrogé sa base et il a reçu pour réponse que le parti doit devenir plus vert. Cela ne vous donne-t-il pas à réfléchir ?

La direction du PLR cherche malheureusement prendre le train du climat en marche. Elle avait déjà agi ainsi lors de la fameuse «mort des forêts» – qui n'a jamais existé. L'UDC est aujourd'hui le seul parti suisse à s'opposer aux milieux qui abusent du changement climatique pour semer la panique, installer un régime de contrainte et détruire les valeurs libérales fondamentales. Ma critique s'adresse cependant explicitement à la direction du PLR. La base de ce parti me semble nettement plus raisonnable. Par exemple, 56 % des personnes interrogées dans ce sondage affirment qu'elles sont pour la construction de centrales nucléaires de la dernière génération. La base des libéraux-radicaux a compris que le tournant

Que je suis d'accord avec eux. Il faut se protéger contre les effets du changement climatique qui a toujours existé. En revanche, il n'est guère utile aux paysans de renchérir le prix des carburants, d'interdire le chauffage au mazout, de supprimer les centrales à gaz et d'installer des éoliennes qui ne produiront jamais l'énergie dont nous avons besoin pour notre prospérité et notre paix sociale. La France est en effervescence parce que Macron voulait renchérir l'essence, une mesure qui frappe avant tout les petits revenus.

Alors qu'est-ce qui serait utile aux paysans ?

Un approvisionnement énergétique à un prix abordable, fiable et suffisant, voilà ce qui compte. Qui plus est, les milieux qui hurlent à l'état d'urgence climatique devraient commencer par donner le bon exemple et n'acheter que des produits agricoles suisses et non pas des denrées qui ont été transportées sur des milliers de kilomètres avant d'arriver dans nos assiettes.

Le niveau de la nappe phréatique a baissé à de nombreux endroits de Suisse. N'est-ce pas un problème pour vous ?

C'est un problème – mais nous ne le résoudrons pas en suivant les propositions moyenâgeuses des verts et en sup-

primant l'économie de marché. Nous devons nous adapter, veiller à une meilleure mise en réseau des ressources en eau (les Romains l'ont fait avant nous). Si on s'inquiète du manque d'eau, il faut logiquement aussi freiner l'immigration. Durant les douze années écoulées, environ un million de personnes supplémentaires sont venues s'installer en Suisse. Cette explosion démographique provoque forcément une énorme augmentation de la consommation d'eau, mais jamais les verts n'ont fait une proposition pour freiner l'immigration. Un exemple de plus illustrant le manque de sérieux de cette politique.

Refusez-vous le droit aux jeunes de s'inquiéter de l'environnement et de descendre dans la rue pour manifester ?

Non, je crois qu'un bon nombre d'entre eux croient effectivement défendre une bonne cause. En revanche, je critique les enseignants qui poussent les jeunes à manifester et qui les excitent. Il faut discuter du climat dans les écoles, mais dans le cadre d'un dialogue avec arguments et contre-arguments.

Ne tenez-vous pas à de l'air et de l'eau propres et à des paysages intacts ?

Bien sûr que si. Même en l'absence d'une dictature climatique nous avons en Suisse de l'air propre et un environnement intact. Et rassurez-vous : je ne conduis une voiture que depuis l'âge de 44 ans. Sur pression de ma femme, j'ai passé alors mon permis de conduire. Mon bilan écologique est certainement meilleur que celui de Balthasar Glättli.

Que doit faire la Suisse pour sauvegarder son environnement ? Jusqu'où l'Etat peut-il intervenir, par exemple en augmentant les impôts sur l'essence et l'huile de chauffage ?

Je suis contre de nouveaux impôts et de nouvelles redevances. Cette hystérie climatique est avant tout une gigantesque machine à faire de l'argent. On fait peur aux gens pour les priver de leur liberté et leur soutirer de l'argent. Cela



Qui est Roger Köppel ?

La personne

Date de naissance : 21 mars 1965 à Zurich (ZH)
Lieux d'origine : Küsnacht (ZH), Widnau (SG)
Profession : journaliste, éditeur, entrepreneur médiatique
Etat civil : marié
Langues : allemand, anglais, français, italien
Enfants : trois
Titre universitaire : lic. phil. I

Distinctions

2010 Prix Ludwig-Erhard pour le journalisme économique
2009 «Journaliste de l'année 2009», catégorie politique, distinction décernée par le magazine «Schweizer Journalist»
2006 «Journaliste de l'année 2006»
2004 «liberal award» des Jeunes Libéraux-radicaux Zurich

Carrière politique

Depuis 2015 : conseiller national, membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE)

Membre d'associations

• Comité «Non à une adhésion insidieuse à l'UE (EU-No)»

rappelle le trafic des indulgences pratiqué au moyen-âge. Les gens payaient parce qu'on leur disait qu'ils n'iraient pas au paradis s'ils ne versaient pas leur obole. On assiste aujourd'hui exactement à la même folie concernant le climat. Des milieux politiques abusent du climat pour renforcer leur pouvoir et faire de l'argent. Malheureusement, l'UDC est le seul parti à s'opposer à cette tromperie.

Vous avez des enfants. Quelle est la Suisse que vous souhaitez pour eux ?

Une Suisse indépendante basée sur les piliers qui font sa force : la démocratie directe, le fédéralisme et la neutralité armée. Une Suisse raisonnable qui conserve le sens de la mesure. Il faut savoir garder la tête froide, en politique environnementale encore plus que dans d'autres domaines.

L'hypocrisie rouge-verte

1 million d'immigrants = une consommation d'eau de 59 milliards de litres !

A la suite de l'immigration démesurée que subit la Suisse, la population de notre petit pays a augmenté d'environ 1 million de personnes durant les 13 dernières années. Ces habitants supplémentaires consomment chaque année environ 59 milliards de litres d'eau, de l'eau qui manque à l'agriculture en été ! Voilà une atteinte directe au climat et aux ressources de la Suisse.

Pour protéger le climat en Suisse, il faut donc commencer par combattre l'immigration de masse !

UDC du canton de Zurich, Lagerstr. 14, 8600 Dübendorf, www.svp-zurich.ch
En versant un don sur le CCP 80-35741-3 vous soutenez la campagne électorale de l'UDC.

Quelle: Schweizerischer Verein des Gas- und Wasserfaches

UDC QUALITÉ SUISSE Pour une Suisse forte



Hystérie climatique rouge-verte en Suisse : Même des mesures coûtant des milliards n'ont quasiment pas d'influence sur le climat mondial !

**USA:
5'269 millions
de tonnes de CO₂**

**Suisse:
40 millions
de tonnes
de CO₂**

La Suisse – leader de la protection de l'environnement!



La Suisse assume parfaitement ses responsabilités en matière de protection de l'environnement. Elle est leader du recyclage et des nouvelles technologies environnementales. Jamais encore depuis que l'on fait des mesures, le sol, l'air et l'eau n'ont été plus propres en Suisse.

La combustion de matières premières fossiles par les humains provoque des émissions de CO₂, soit 36 milliards de tonnes de CO₂ par an au niveau mondial. Les plus grands producteurs de CO₂ sont les pays suivants: la Chine avec environ 10 milliards de tonnes, les Etats-Unis d'Amérique avec 5 milliards de tonnes, l'Inde avec 2,5 milliards de tonnes et la Russie avec 1,6 milliard de tonnes. Pour des raisons tant politiques qu'économiques, on ne peut guère s'attendre à ce que ces pays réduisent leurs émissions.

Mais où en est la Suisse? Ses émissions de CO₂ atteignent environ 40 millions de tonnes par an, c'est-à-dire 0,1 % ou un millième du CO₂ mondial d'origine humaine. Bien que sa population se soit accrue de 1,8 million pour atteindre 8,5 millions d'habitants (2017), la Suisse a réduit ses émissions de CO₂ de 14 % entre 1990 et 2017, alors que la totalité des émissions de gaz à effet de serre ont reculé de 12 %.

Le changement climatique

Les mesures révèlent effectivement que la concentration de CO₂ dans l'atmosphère terrestre augmente fortement depuis plus de 150 ans. Des gaz à effet de serre, respectivement du CO₂ se produisent lors de la combustion de matières contenant du carbone comme le charbon, le diesel et l'essence, le gaz naturel, le bois ou encore le gaz liquide. La science part de l'hypothèse que 95 % des émissions de CO₂ sont d'origine naturelle alors que près de 5 % résultent d'activités humaines (origine anthropogène). C'est dire que l'homme exerce certes une influence sur le climat et le réchauffement terrestres, mais il n'est pas clair quelle est cette part humaine, tout comme sont controversés les pronostics quant au réchauffement futur.

Recherche sans préjugé au lieu de gros titres

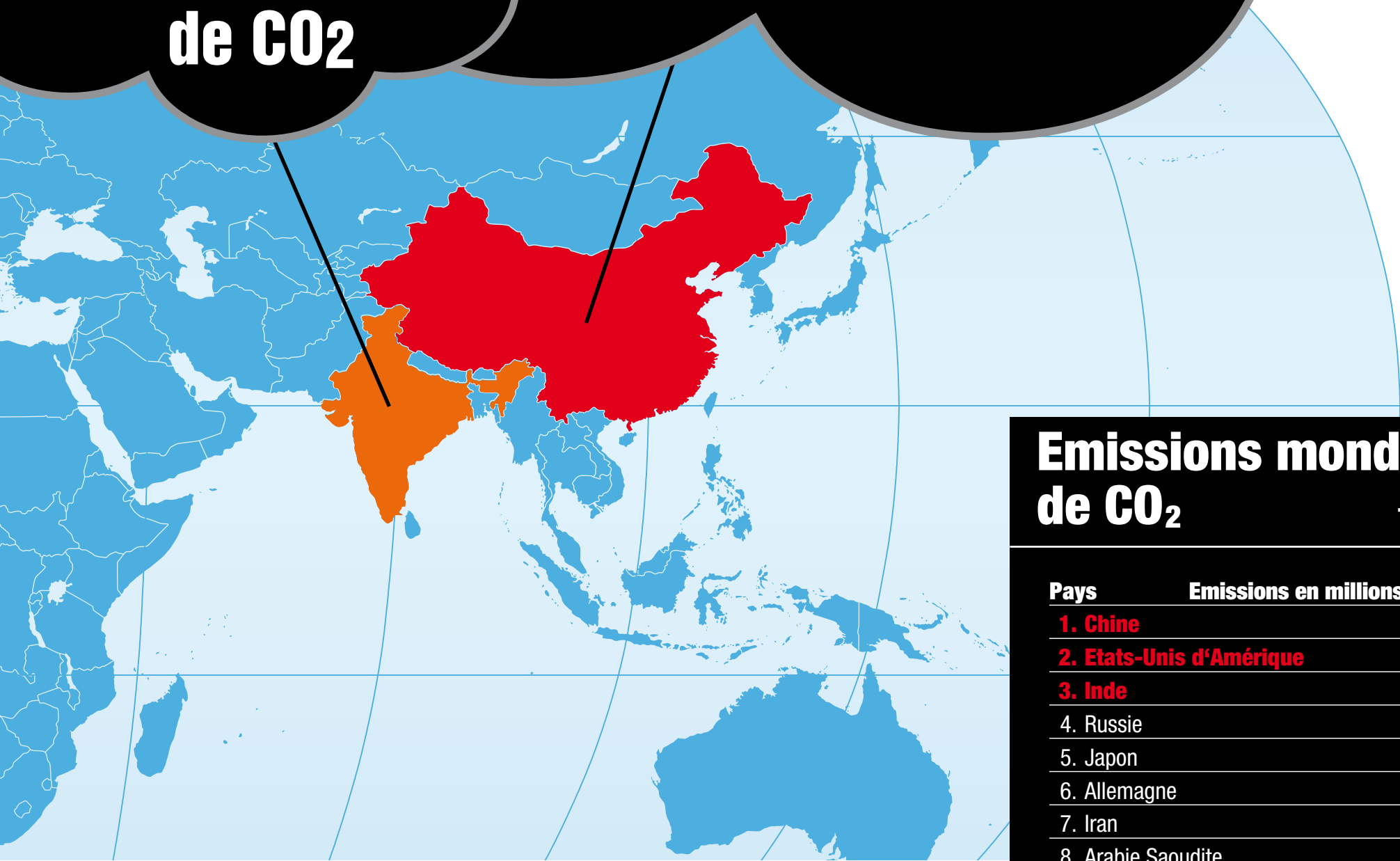
Nous avons besoin de recherche et d'innovation. Celles-ci doivent cepen-

dant se fonder sur une attitude impartiale. Voilà la seule manière de reproduire la réalité. Il faut être vigilant: comme lors du débat sur la prétendue mort des forêts dans les années quatre-vingts, des élus politiques, mais aussi des maisons de presse interprètent tout phénomène météorologique, la sécheresse ou la pluie, un été particulièrement chaud ou un mois d'hiver exceptionnellement froid, comme une conséquence de l'influence humaine sur le climat pour en tirer des gros titres et allégations outrancières. Ces excès ont provoqué un profond clivage non seulement en Suisse, mais dans le monde entier: d'un côté, les intellectuels, les artistes et une jeunesse excitée par des enseignants, des films et des médias sociaux, de l'autre côté, toutes celles et tous ceux qui cherchent à protéger la nature tout en misant sur les innovations au lieu d'accorder foi aux prophètes hystériques de la fin du monde.

ards

Chine:
9'839 millions
de tonnes de CO₂

Inde:
2'467 millions
de tonnes
de CO₂



Quelle: <http://globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions>

Emissions mondiales
de CO₂

Total 36'153.0000

Pays	Emissions en millions de tonnes de CO ₂
1. Chine	9'838.7540
2. Etats-Unis d'Amérique	5'269.5295
3. Inde	2'466.7654
4. Russie	1'692.7948
5. Japon	1'205.0612
6. Allemagne	799.3732
7. Iran	672.3123
8. Arabie Saoudite	635.0111
9. Corée du Sud	616.0967
10. Canada	572.7826
11. Mexique	490.2946
12. Indonésie	486.8438
13. Brésil	476.0668
14. Afrique du Sud	456.3252
15. Turquie	447.8972
16. Australie	413.0927
17. Royaume-Uni	384.7068
18. France	356.3007
19. Italie	355.4542
20. Thaïlande	330.8396
72. Suisse	40.0740

a lieu

L'irréaliste «Accord de Paris»
L'«Accord de Paris» de 2015 vise à réduire le réchauffement climatique à moins de 2 degrés d'ici à la fin du siècle en ramenant les émissions anthropogènes de CO₂ à leur niveau de 1750, donc à la période préindustrielle. A cette époque, la population mondiale comptait 700 millions d'humains; les moteurs à combustion n'existaient pas; l'industrialisation a commencé beaucoup plus tard. Difficile de mieux illustrer l'idéologie simpliste de la gauche et des verts. Des scientifiques du célèbre «Massachusetts Institute of Technology (MIT)» sont arrivés à la conclusion que même si tous les pays appliquaient à la lettre l'Accord de Paris, le réchauffement pourrait tout au plus être atténué de 0,2 degré.

La Suisse joue les élèves-modèles
Toujours selon cet Accord de Paris, la Suisse devrait réduire d'ici à 2035

de moitié les émissions de gaz à effet de serre. C'est impossible, même si on arrêterait tout le trafic routier motorisé. Même si en 2035 il n'y avait que des véhicules électriques sur les routes, l'objectif climatique que s'est imposé la Suisse ne serait réalisé que d'un tiers! En effet, une voiture électrique alimentée avec de l'électricité issue d'une production exempte de CO₂ produit au maximum 60 % de moins de CO₂ qu'une voiture à essence.

En 2018, 4'602'688 voitures étaient immatriculées en Suisse dont 19'181 étaient à propulsion électrique. Cela fait 0,42 %. Le coût kilométrique d'une voiture électrique se situe entre 10 et 50 centimes par km. Conséquence de l'Accord de Paris, la Suisse serait de surcroît contrainte de rénover énergétiquement tous ses bâtiments d'ici à 2050.

Accent sur la protection de l'environnement et lieu du changement climatique
Les effets des mesures politiques dérivées de l'Accord de Paris sont controversés. L'hystérie qui règne actuellement à ce propos a provoqué une confusion des priorités. En 1970, la pauvreté extrême dans le monde touchait encore 60 % de la population. Grâce au développement économique, ce taux est tombé à 14 %. Dans les pays les plus pauvres, l'accent doit être mis sur la protection de l'environnement et, plus particulièrement, sur la propreté de l'eau, de l'air et des sols. Les stations d'épuration font défaut. L'air des grandes villes asiatiques est gravement pollué par la forte consommation de charbon. Les sols sont souvent épuisés.

Que faut-il faire?
Il existait et il existe toujours suffisamment d'énergie. L'abandon des

énergies fossiles comme le pétrole, le gaz et le charbon ne peut être réussi que si on trouve de nouvelles ressources énergétiques. Celles-ci doivent cependant être plus fiables, moins chères et plus avantageuses que les agents énergétiques fossiles exploités

jusqu'ici. Pour atteindre les objectifs de la protection de l'environnement, nous avons besoin de liberté, de force novatrice et de la volonté ferme de conserver un environnement intact que nous voulons léguer à nos enfants et petits-enfants.

Péages routiers comme au Moyen-Age: Arnaque en rouge-vert

En 2018, 6,1 millions de véhicules à moteur (sans les motocycles légers) étaient immatriculés en Suisse, soit 33 % de plus que 18 ans plus tôt. L'an passé toujours, 26'000 heures d'attente dans les bouchons ont été enregistrées, soit deux fois plus qu'en 2009. La conséquence la plus directe de l'immigration de masse que subit la Suisse, soit un million de personnes en l'espace de 13 ans, sera le prochain effondrement du trafic sur le réseau routier helvétique.



par Yves Nidegger
Avocat, conseiller
national, Genève
(GE)

De nombreuses mesures ont été débattues à Berne pour répondre à l'augmentation du nombre de bouchons sur les routes. La majorité d'entre elles visaient à arnaquer et régler encore plus les automobilistes sous

le prétexte de la protection de l'environnement. Par le biais de ladite «tarification de la mobilité», la Berne fédérale entend «réduire les pics

d'affluence et à mieux exploiter les capacités de la route et du rail».

Augmenter les péages routiers

La gauche et les verts tentent d'imposer à la population de nouvelles habitudes de mobilité en la faisant passer à la caisse. Les usagers de la route et du rail doivent payer plus. La mobilité sera plus chère aux heures de pointe pour forcer les gens à travailler à domicile, voire à commencer plus tôt ou plus tard le travail ou la formation.

La grande majorité de la population n'étant pas libre de choisir l'horaire de travail, le domicile et le lieu de travail, voire de les déplacer constamment

pour s'adapter aux modèles concoctés dans les bureaux de l'Etat, la «tarification de la mobilité» signifie tout simplement une augmentation de la charge fiscale pour la plupart des gens.

Le PS et les verts veulent renchérir les voyages sur la route et le rail

S'il en allait selon la volonté des socialistes et des verts, les automobilistes subiraient une taxe supplémentaire de 6 à 8 centimes par kilomètre, voire un doublement de cet impôt aux heures de pointe sur les routes les plus fréquentées. Côté rail, ces milieux songent même à un prélèvement de 20 centimes par kilomètre. Mais les verts n'entendent pas en rester là. Leur

modèle de «tarification de la mobilité» prévoit divers autres péages routiers et même un droit d'entrée dans les villes.

Ces projets rouges-verts frappent en priorité les personnes à petit revenu ainsi que les arts et métiers. La population des campagnes et des régions

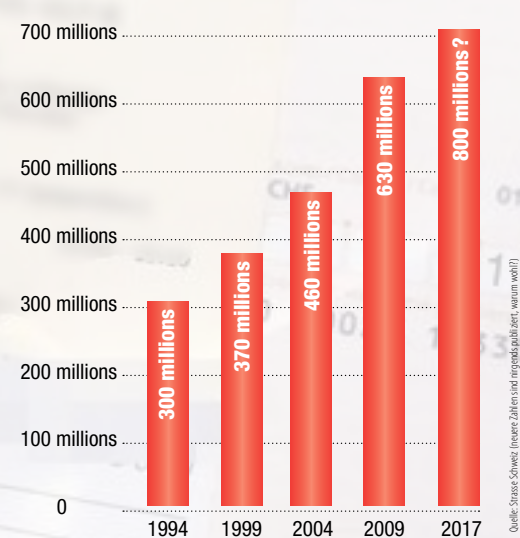
périphériques serait particulièrement touchée, elle qui subventionne déjà via des taxes et redevances routières les transports publics dans les agglomérations et les villes. Elle contribuera donc encore plus à ces infrastructures dont elle ne se sert pas. Difficile d'imaginer régime plus injuste.



Halte au terrorisme des amendes en Suisse!



Augmentation du produit des amendes (1994 – 2017)



Les conséquences de la politique socialo-écologiste L'automobile, un privilège des riches

L'UDC a réussi à empêcher jusqu'ici le prélèvement d'une taxe CO₂ sur les carburants. De l'autre côté, la gauche et les verts mettent tout en œuvre pour augmenter le prix de l'essence et du diesel. Résultat: à moyen terme, les déplacements en voiture seront un privilège des riches.



par Jean-Luc Addor
conseiller national,
avocat, Savièse (VS)

Aujourd'hui déjà, l'Etat se remplit copieusement les poches à chaque fois que nous faisons le plein: sur chaque litre de carburant, les pouvoirs publics s'octroient 85 centimes au titre de l'impôt sur les huiles minérales, de la surtaxe sur les carburants et des droits d'importation. En clair: sans ces impôts, le carburant coûterait la moitié. Un ménage qui effectue 25'000 km par an avec une seule voiture consommant 7,5 l/100 km, verse aujourd'hui 1'600 francs par an à l'Etat. Sans compter les autres impôts routiers.

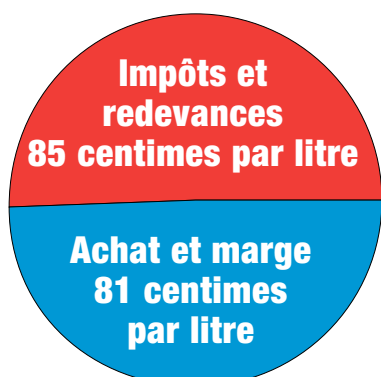
La gauche et les verts ponctionnent la classe moyenne

La gauche et les verts n'en ont jamais assez quand il s'agit d'imposer et de chicaner les automobilistes. Durant le débat sur la taxe CO₂ de la session d'hiver 2018, la conseillère nationale verte Adèle

Thorens (VD) a réclamé une augmentation du prix des carburants de 20 centimes par litre. Rien que cela. Et le conseiller national zurichois Balthasar Glättli, également des verts, a demandé que la Suisse interdise à partir de 2025 l'immatriculation de nouvelles voitures de tourisme dotées d'un moteur à combustion. Toutes ces mesures renchériraient massivement les déplacements en voiture. La famille mentionnée en exemple ci-dessus devraient désormais

payer 1'970 francs par an pour la surtaxe sur l'essence et la taxe CO₂. Cette hausse des prélèvements fiscaux frapperait aussi les mères élevant seules leurs enfants et les personnes vivant seules qui bénéficient d'un revenu bas à moyen et qui ont besoin de leur voiture parce qu'elles habitent dans des régions isolées. Elles seraient beaucoup plus durement frappées que les citoyens aisés qui profitent d'un réseau de transport public bien aménagé.

Les impôts et redevances renchérissent l'essence



Prix de l'essence sans plomb à la colonne: **1.66 francs/litre**

- impôt sur les huiles minérales: **43 cts**
- surtaxe sur les carburants: **30 cts**
- TVA (7,7 %): **12 cts**
- achat et transport (avril 2019): **55 cts**
- marge commerciale (marge du vendeur): **26 cts**

Mobilité égale liberté et prospérité

De nombreux politiciens de la gauche et des verts refusent de l'admettre: la route est la colonne vertébrale de notre système de transport. En 2017, près de 135 milliards de personnes-kilomètres ont été effectués en Suisse – dont les trois quarts par le trafic de personnes motorisé et privé.



par Andreas Burgener
directeur d'auto-suisse,
Association des
importateurs suisses
d'automobiles

La majorité de ces déplacements sont effectués en voiture de tourisme. Situation semblable dans le secteur des transports de marchandises: la part de la route y est d'environ 63 %. Le bénéfice économique du trafic routier est si élevé que l'Office fédéral de la statistique refuse de le calculer: trop compliqué, nous dit-on.

Plus de voitures, moins de consommation d'essence

Le trafic routier motorisé privé a augmenté de 27 % entre 2000 et 2017. Or, durant cette même période, la consommation totale d'essence et de diesel a baissé grâce à la progression constante de l'efficacité des moteurs. Les émissions moyennes de CO₂ des nouvelles voitures de tourisme ont reculé de plus d'un tiers pendant ces 17 années. Il est difficile de trouver une autre branche pouvant afficher une baisse aussi forte de ses émissions de CO₂ que l'industrie automobile. Et c'est sans parler de la réduction constante des atteintes à l'environnement lors de la fabrication des voitures.

Éliminer les bouchons

Les études à long terme sur le futur développement du trafic ne permet-

tent pas d'entrevoir un changement du rôle prioritaire de la route en matière de mobilité. Dans ses «Perspectives des transports 2040», l'Office fédéral du développement territorial (ARE) admet que le trafic motorisé individuel prendra toujours une part de 70 % aux prestations de transport dans 20 ans. Durant cette période, le trafic automobile sur les routes augmentera même de 18 %.

Coût des bouchons: 2 milliards de francs

Il est donc grand temps de se préparer à ce développement en augmentant la capacité des routes. Aujourd'hui déjà le coût économique des près de 26'000 heures d'attente dans les bouchons sur les seules routes nationales nous fait perdre presque deux milliards de francs par an!

Les bouchons s'allongent

Les travailleurs des arts et métiers et les pendulaires n'arrivent plus à temps au chantier, chez le client ou à la place de travail – à moins de partir beaucoup plus tôt et de perdre également un temps précieux. Chaque année, chaque semaine, chaque jour nous sommes bloqués plus longtemps dans les bouchons. Sur certains tronçons, on ne peut éviter les bouchons qu'en roulant la nuit. Il faut donc investir massivement dans la route qui est la principale infrastructure de transport de Suisse – et qui le sera encore dans 20 ans.

«Nous veillons depuis des décennies à la protection de l'environnement»

La Suisse a besoin de praticiens de la protection de l'environnement et non pas de théoriciens idéologues. La conseillère nationale Magdalena Martullo, patronne de l'entreprise EMS-CHEMIE, répond aux questions d'ÉDITION SPÉCIALE.

Madame Martullo, comment la patronne d'une entreprise performante produisant des matières plastiques spéciales considère-t-elle l'actuel débat climatique ?

En lisant et en écoutant les médias, on a l'impression que la protection du climat est un sujet totalement nouveau, voire complètement négligé en Suisse. Or, c'est le contraire qui est vrai : beaucoup de Suissesses et Suisses, nous nous préoccupons depuis des décennies de la protection de l'environnement. Comparativement aux autres Etats membres de l'OCDE, nous produi-

85%

– c'est d'autant qu'EMS-CHEMIE a réduit ses émissions de CO₂.

sons moins de la moitié des émissions de CO₂. L'industrie suisse a réduit ses émissions de CO₂ de 30% depuis 2001. Cette baisse est supérieure à 50% dans le secteur de la chimie et de la pharmacie. EMS-CHEMIE a même obtenu une réduction de 85% ! Nous ne connaissons pas une autre entreprise suisse pouvant afficher un tel résultat. Ce progrès, l'industrie suisse l'a réalisé grâce à ses efforts et ses idées novatrices.

L'Office fédéral de l'énergie a décerné à EMS-CHEMIE le «Watt d'Or» pour cette réduction des émissions de CO₂. Quelle est la recette de votre réussite ?

Nous devons chauffer nos installations, ce que nous faisions autrefois avec du gaz naturel. J'ai cherché une

autre solution. En collaboration avec une entreprise privée du bois, nous avons installé en 2006 sur le terrain de la fabrique de Domat/Ems une usine de biomasse qui produit de la vapeur à partir de déchets de bois. Il s'agissait de la première centrale industrielle de biomasse et de la plus grande d'Europe de l'Ouest.

Quel montant investissez-vous chaque année dans les mesures d'économie d'énergie. Pouvez-vous donner d'autres exemples de la manière dont vous économisez les ressources ?

Chez EMS-CHEMIE, nous dépensons chaque année environ 15 millions de francs pour la protection de

l'environnement et la sécurité. Grâce à des centaines de mesures petites et grandes, nous avons réussi à réduire de presque de la moitié notre consommation d'énergie depuis 2001. Il s'agit notamment d'améliorations au

10

jusqu'à Les matières plastiques spéciales d'EMS-CHEMIE peuvent être recyclées et réutilisées

niveau de l'exploitation de nos installations, de nouveaux procédés de fabrication, de nouvelles machines plus économes en énergie, d'isolations plus efficaces, d'éclairages plus économiques, etc. Récemment nous avons donné le premier coup de pioche à la

15

millions de francs, voilà le montant que dépense EMS-CHEMIE chaque année pour l'environnement et la sécurité.

construction d'un réseau de chauffage à distance alimentant jusqu'à 20'000 ménages à Domat/Ems. La chaleur résiduelle de nos installations de production est récupérée comme énergie de chauffage moyennant des échangeurs thermiques. Cela permet d'économiser de l'huile de chauffage.

Que font vos clients ?

Nos clients et, plus particulièrement, les constructeurs d'automobiles doivent répondre au niveau mondial à des prescriptions très sévères sur le CO₂. Dans l'UE, les émissions de CO₂ des voitures devront être réduites d'ici à 2030 de deux tiers par kilomètre parcouru. EMS-CHEMIE est un partenaire bienvenu de l'industrie automobile, car nos matières plastiques spéciales permettent de réduire de plus de 50% le poids des éléments de construction. La consommation de carburant et, avec elle, les émissions de CO₂ baissent autant.

Ces matières plastiques ne polluent-elles pas l'environnement ?

Cette forme de pollution est due à de simples matières plastiques servant d'emballages comme des sacs en plastique, des bouteilles en plastique, etc. 90% des particules de plastique flottant dans les mers proviennent de dix fleuves d'Afrique et d'Asie. C'est donc à ce niveau qu'il faut intervenir. Les dépôts de déchets doivent être rempl-



Il y a de quoi se réjouir : la société EMS-CHEMIE est leader en matière de réduction des émissions de CO₂, de recyclage et de protection de l'environnement.

lacés par des usines d'incinération des déchets. Ainsi les détritiques ne seront plus emportés par l'eau. Remplaçant des métaux lourds qui exigent beaucoup d'énergie, les matières plastiques techniques de haute qualité produites par EMS-CHEMIE sont soumises à des prescriptions spéciales de recyclage et d'élimination. Elles peuvent être réutilisées jusqu'à dix fois, par exemple comme pièces de voitures, d'appareils ménagers et électriques, pour des boîtiers, etc. Nous aussi, nous utilisons des matières plastiques recyclées.

Faites-vous ces efforts pour soigner l'image de votre entreprise ou ces investissements sont-ils rentables ?

20'000

ménages de Domat/Ems seront à l'avenir chauffés à distance par la chaleur résiduelle de l'usine EMS-CHEMIE.

Les matières premières et l'énergie constituent des facteurs de coûts essentiels dans une entreprise. Toute économie à ce niveau entraîne une baisse de ces coûts. Ce principe vaut bien entendu aussi pour nos clients. Et si nos clients peuvent, grâce à EMS-CHEMIE, fabriquer des produits plus novateurs, plus légers, plus ef-

ficaces, plus économes en énergie et ménageant davantage l'environnement, les consommateurs en profitent également. C'est ainsi que se présente l'avenir de la protection du climat : développer des solutions plus durables grâce à aux nouvelles technologies et à l'innovation.

La gauche politique réclame une hausse des taxes sur l'électricité, les carburants, le pétrole, les tickets d'avion ainsi qu'une foule de prescriptions et d'interdictions. Est-ce la bonne voie ?

Renchérir massivement l'énergie au point que son prix n'est plus abordable, voilà qui n'est certainement pas la bonne voie. Contrairement aux partis qui s'habillent de vert pour correspondre à la mode actuelle, l'UDC mise sur le progrès et non pas sur un retour en arrière. Si nous ne voulons pas renoncer à la voiture et au train, aux voyages de vacances en avion ainsi qu'aux appartements correctement chauffés tout en protégeant le climat, nous n'avons qu'une solution : le développement et l'innovation technique. Or, ce progrès ne vient jamais de l'Etat. L'argent tiré des poches des citoyens par la politique verte est redistribué ou dépensé pour subventionner des projets non viables. Cela n'apporte strictement à rien à la protection du climat.

Economiser l'énergie par conviction

L'utilisation économique des ressources fait partie du système Green Datacenter SA. La consommation d'électricité des centres de données est constamment mesurée et abaissée conformément au standard ISO de l'efficacité énergétique. Des capteurs photovoltaïques sur la façade, de nouveaux systèmes d'approvisionnement en électricité et des méthodes de refroidissement modernes font de Green Datacenter SA un des

équipements les plus modernes du genre en Suisse. Ces efforts ont été récompensés en 2013 déjà par le prix du «Watt d'Or» de l'Office fédéral de l'énergie. «L'économie d'énergie est une obligation pour nous. Nous y répondons par conviction depuis que nous construisons des centres de données», explique Franz Grüter, conseiller national UDC et président du conseil d'administration de Green Datacenter.



Franz Grüter, conseiller national et chef d'entreprise, Eich (LU)

L'économie privée anticipe



Diana Gutjahr, cheffe d'entreprise, Amriswil (TG)

Fischer SA à Romanshorn. En 2011 déjà, nous avons développé des systèmes performants comme des toits de stations-service équipés de panneaux photovoltaïques. Depuis lors, des douzaines de nos installations témoignent d'Istanbul à la Mer du Nord et de la Pologne à Paris de la capacité novatrice de notre branche.

Nous sommes à la pointe du progrès dans le secteur des stations-service avec distribution de carburant et d'électricité. En collaboration avec les spécialistes des domaines concernés, nous construisons des systèmes de ravitaillement adaptés aux besoins de nos clients. Un exemple parmi beaucoup d'autres : nous avons construit en 2008 et complété en 2010 la station-service COOP de Hunzenschwil. En 2015, ce maître de l'ouvrage ouvert au progrès

nous a chargé d'ajouter une station moderne de distribution d'hydrogène. Grâce à notre savoir-faire, nous participons donc à la réalisation d'un réseau de stations d'hydrogène en Suisse. Une preuve de plus que ce ne sont pas des lois et des régulations, mais bien la recherche et l'innovation qui soutiennent durablement la protection de l'environnement.



La gauche et les verts préfèrent l'ignorer : la recherche d'énergies alternatives a commencé depuis longtemps en Suisse grâce à des PME novatrices, et cela sans prescriptions, ni contraintes. Un exemple : les toits de stations-service.

La lumière s’éteindra-t-elle bientôt en Suisse ?



par Hansjörg Knecht, conseiller national, chef d’entreprise, Leibstadt (AG)

L’approvisionnement électrique commence à poser problème. La Suisse est menacée d’un black-out. Selon les experts de la Confédération, une pénurie d’électricité est actuellement la principale menace qui pèse sur la Suisse. Il est urgent d’agir, car les énergies renouvelables ne peuvent pas remplacer l’énergie nucléaire.

Si la Suisse ne parvient plus à produire ou à importer suffisamment d’électricité pendant quelques mois, elle sera contrainte de rationner le courant électrique et de supprimer des consommateurs. Cela risque d’aller jusqu’au black-out complet. L’économie s’arrêterait, idem pour les transports. Les lumières s’éteindraient en Suisse dans le plus vrai sens du terme.

Ce qui ressemble a priori à un scénario d’horreur inventé de toutes pièces par des prophètes de malheur constitue une menace réelle : selon une analyse du risque établie par la Confédération, une longue et grave pénurie d’électricité est actuellement la menace la plus grave qui pèse sur la Suisse. L’Office fédéral de la protection de la population prévoit des dommages pouvant atteindre 100 milliards de francs, voire plus.

La réalité de cette menace est confirmée par les pronostics de la Commission fédérale de l’électricité (Elcom) selon laquelle la sécurité de l’approvisionnement électrique n’est garantie que jusqu’en 2025 dans des conditions normales et sans la centrale de Mühleberg. Dans des conditions de stress, par exemple en hiver, la situation risque de se dégrader plus rapidement, par exemple si une autre centrale nucléaire doit être arrêtée ou si l’étranger ne livre plus d’électricité.

Mais ce n’est pas tout : l’arrêt progressif des centrales nucléaires suisses conformément à la décision du Parlement supprimera dans environ 20 ans quelque 33% de la production électrique planifiable et gérable. La stratégie énergétique de la Confédération vise à assurer l’approvisionnement électrique par l’extension de la production à base d’énergies renouvelables – en dépensant l’argent des contribuables en quantités monstrueuses. D’ici à 2050, cette production devrait être multipliée par sept, ce qui est d’autant plus illusoire que l’énergie hydraulique ne peut quasiment plus être augmentée en raison de la législation sur la protection du paysage.

Ces réalités confirment une fois de plus que la gauche écologiste se contente de semer la panique, mais qu’elle n’a aucune solution valable à proposer. Or, nous avons besoin d’urgence d’une bonne solution pour éviter que les lumières ne s’éteignent en Suisse.



Que cache donc cette hystérie climatique attisée par la gauche écologiste ?

Voici comment la gauche et les verts veulent réduire la classe moyenne :

Liste des nouveaux impôts et redevances réclamés

Coûts par ménage et par an en francs

Augmentation du prix des carburants : plus 20 cts par litre = environ 450 francs par an (pour un ménage familial de pendulaires) ; certains ont même proposé 5 francs par litre d’essence	450.00
Redevances d’utilisation des routes, ladite «tarification de la mobilité» : plus 1’000 francs pour 10’000 km en voiture	1’000.00
Pénalité CO₂ sur l’huile de chauffage : jusqu’à 1’500 francs de plus par an (selon l’exemple de ménage ci-dessus)	1’500.00
Electricité solaire : plus 2’616 francs par an (selon l’exemple du ménage ci-dessus)	2’616.00
Taxe sur «l’électricité sale» (nucléaire) : plus 495 francs (pour une consommation moyenne)	495.00
Suppression de déductions fiscales : enfants, frais de déplacement des pendulaires, épargne-logement, dons, prévoyance vieillesse, assainissements écologiques (exemple du ménage ci-dessus)	3’941.00
Doublement de la TVA : à 5’250 francs par habitant au taux UE minimal de 15 %	5’250.00
Doublement du prix des tickets d’avion : exemple d’un vol à Londres pour un ménage de quatre personnes : 899.60 au lieu de 400 francs	499.60
Interdiction des chauffages à huile frais de location supplémentaires pour un assainissement énergétique (exemple du ménage ci-dessus)	1’128.00
Charges supplémentaires pour un ménage dit écologiquement Correct : produits alimentaires bio, produits durables, etc.	jusqu’à 2’500.00
Coûts annuels supplémentaires imaginables pour une famille de classe moyenne:	jusqu’à 19’379.60

Voici comment l’industrie de prise en charge veut gaspiller l’argent des contribuables :

«Revenu de base sans condition»	2’500 francs par mois pour ne rien faire
De plus en plus d’argent distribué à l’étranger	4 Milliards de francs par an pour l’aide au développement
Coûts de l’asile	1,5 milliard de francs par an pour la seule caisse fédérale

Mélissa Gerber
présidente des jeunes
UDC Fribourg,
Grangettes-près-
Romont (FR)



A propos de la journée de la grève des femmes

La VIOLENCE contre les femmes a une origine bien connue : les INDIVIDUS NON INTÉGRÉS !

Il faut cesser de fermer les yeux devant la violence importée : ce sont des hommes et des adolescents non intégrés qui ...

- ➡ ... selon la statistique de la criminalité et des condamnations pénales commettent un nombre disproportionné de délits sexuels et violents compte tenu de leur part à la population totale. En 2017, environ 74 % des condamnations d’adultes pour viol ont été prononcées contre des étrangers ;
- ➡ ... agressent sexuellement et verbalement des femmes ;
- ➡ ... se rassemblent en groupes pour harceler sexuellement des femmes ;
- ➡ ... agressent dans la rue des femmes non musulmanes, donc sans honneur à leurs yeux ;
- ➡ ... forcent leurs propres femmes à porter des foulards ou des voiles ;
- ➡ ... enferment leurs enfants et les battent : selon l’Office fédéral de la statistique, la violence domestique est principalement le fait de migrants – en 2016, la police a enregistré pour violences domestiques 3,7 fois plus d’hommes étrangers que de Suisses ;
- ➡ ... arrangent des mariages forcés pour leurs filles ;
- ➡ ... tolèrent la mutilation sexuelle des filles.

Voici ce que demandent encore ces rééducateurs :

Interdictions supplémentaires

- Zéro émission de CO₂ d’ici à 2030 en ville de Zurich par l’abandon complet des chauffages à l’huile et au gaz. A titre de compensation, cellules solaires sur les toits.
- Interdiction de remplacer un chauffage à huile par un nouveau chauffage du même type.
- Interdiction des vols à l’intérieur de la Suisse.
- Interdiction des véhicules tout-terrain.
- Interdiction des sacs en plastique.
- Supprimer les subventions pour la production agricole de viande.
- Interdire l’immatriculation de nouvelles voitures de tourisme à moteur à combustion à partir de 2025. Interdiction totale dès 2035.
- Zéro émission de CO₂ dans toute la Suisse. Ni pétrole, ni essence, ni diesel, ni gaz naturel à partir de 2050.
- Interdire la circulation de voitures et de motos quatre dimanches par an dans toute la Suisse.
- Interdire d’aménager les aéroports en Suisse.

Mesures de rééducation

- Interdiction d’emprunter un avion pour les écoles et les déplacements professionnels des employés de l’Etat
- Supprimer les 50 vols intérieurs existant actuellement.
- Réduire la consommation de viande. Journée sans viande dans les homes pour personnes âgées et dans les cantines.
- Taxes d’incitation sur la viande indigène et importée ainsi que sur les produits laitiers.
- Trafic d’indulgences pour les certificats CO₂ aux frais de la population moyennant un renchérissement massif des produits riches en énergie.
- Celles et ceux qui osent avoir un avis différent sont diffamés comme destructeurs du climat.
- Supprimer le libre choix du logement au profit de constructions uniformes.
- Rénchérir massivement les billets d’avion. Adieu les envies de voyages.
- Réglementer les appareils ménagers, la température de l’eau et des locaux, etc., régime de contrainte pour imposer la «société à 2000 watts».
- Supprimer l’indépendance de la Banque nationale suisse qui devrait à l’avenir investir uniquement dans des objets conforme à la législation CO₂.
- Réserver les places de parc dans les villes exclusivement aux voitures électriques.
- Imposer l’admission de dits réfugiés du climat.
- Taxes d’importation sur des produits provenant de pays qui n’ont pas signé l’accord sur le climat (Etats-Unis).
- Obliger les caisses de pension de gérer leurs fortunes en procédant à des investissements ménageant le climat.
- Obliger les caisses de pension, assurances, banques, etc. de faire rapport sur les conséquences de leurs investissements pour le climat.
- ...



... Le diable rouge-vert de la redistribution !

L'agriculture injustement clouée au pilori

La Suisse n'a jamais compté autant d'habitants qu'aujourd'hui. Jamais non plus – du moins depuis que l'on fait des mesures – l'air, le sol, les rivières et les lacs n'ont été aussi propres qu'aujourd'hui. L'agriculture est devenue la cible de nombreux souhaits et nostalgies – également en termes de protection de l'environnement.



par Pierre-André Page
conseiller national,
agriculteur, Châttonnaye
(FR)

De nombreuses initiatives populaires touchent à des thèmes émotionnels comme la protection de l'eau potable. Elles sont souvent excessives et ne tiennent aucun compte des prestations de l'agriculture et des efforts qu'elle déploie pour préserver l'environnement. Voici quelques faits réels :

- la qualité de l'eau potable suisse est excellente. On peut boire l'eau du robinet sans aucun risque pour la santé. 98 % des points de mesure des nappes phréatiques affichent des résultats qui respectent la valeur limite de 0,0000001 gramme par litre (!) et par substance-trace. Des plans d'action sont en préparation ou en cours pour réduire encore ces impuretés. Par exemple, 51 mesures sont prévues dans le domaine phytosanitaire.

98%

– voilà le taux de propreté de l'eau potable suisse!

- l'agriculture suisse produit des denrées alimentaires saines. Lors des contrôles annuels officiels, seuls 1 à 2 % des prélèvements sur des produits d'origine suisses suscitent des réserves. Il faut savoir que ces contrôles sont organisés en fonction des risques, ce qui signifie que des vérifications ne sont faites qu'en cas de suspicion. Avec des échantillons prélevés au hasard, le taux de contestation serait encore bien plus bas. En revanche, ce taux est de 8 à 10 % pour les aliments importés, et même de 30 % pour les denrées d'origine asiatique. Conclusion : la Suisse est en excellente position au niveau international.

- la vente de produits phytosanitaires, notamment du glyphosate, est en forte baisse en Suisse.

L'importance de l'économie agricole et alimentaire suisse est fréquemment sous-estimée. Les grandes organisations économiques se plaisent à mettre en évidence la faible part de l'agriculture au produit intérieur brut.

Cette analyse est pour le moins simpliste : dans les régions et les cantons ruraux, l'agriculture joue un rôle économique de premier plan. Quelques données pour illustrer ce constat :

L'agriculture

- crée des emplois, soit 150'000 directement dans la branche agricole et encore une fois 150'000 dans les

secteurs en amont et en aval. Si on tenait compte des emplois indirectement liés à l'agriculture, par exemple dans le bâtiment et le commerce de détail, il faudrait y ajouter quelques dizaines de milliers supplémentaires ;

- crée des plus-values dans l'espace rural;
- assure les bases du succès touristique de la Suisse en entretenant les paysages;
- contribue à l'occupation décentralisée du territoire et entretient la vie dans les régions rurales et périphériques.

L'agriculture n'a pas besoin d'utopies irréalistes. En revanche, il serait plus que jamais souhaitable que les consommateurs suisses favorisent les produits indigènes et acceptent de les payer à un

prix équitable. Ce comportement est plus utile à la protection de l'environnement que des réglementations tatillonnes qui entravent la production en Suisse et encouragent de ce fait l'importation de denrées alimentaires

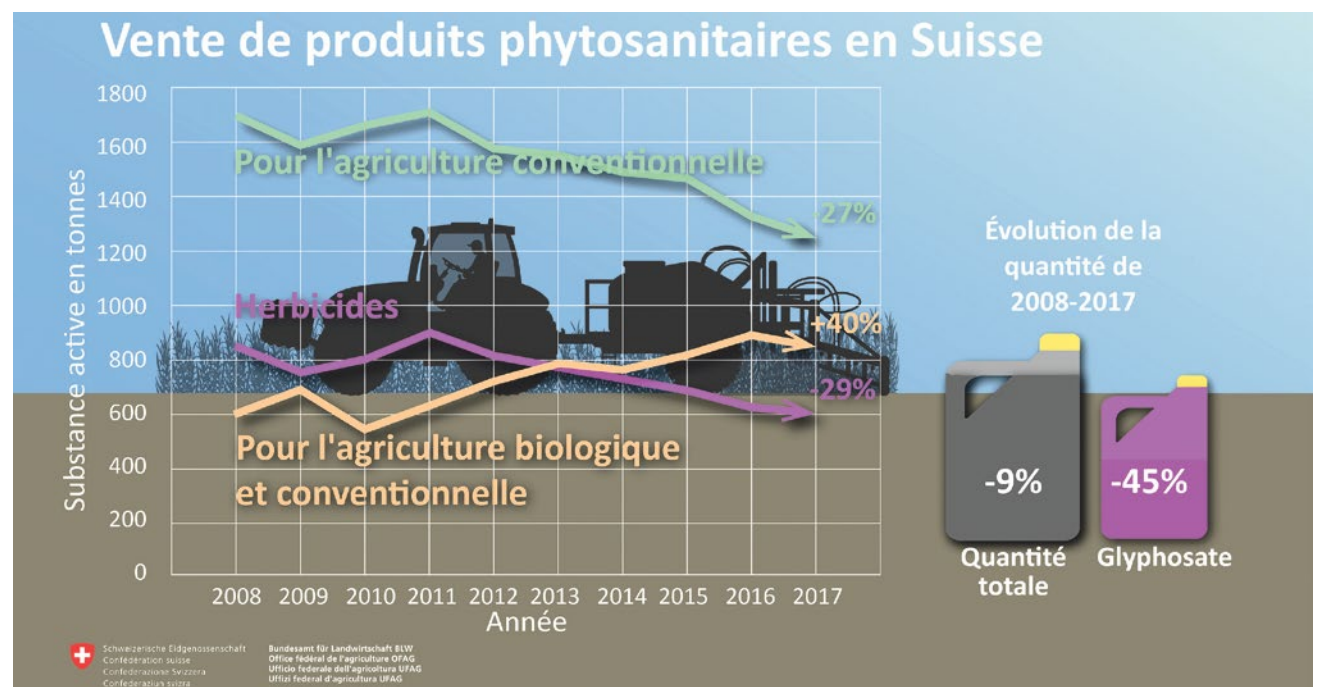
produites dans des conditions discutables et transportées sur des centaines, voire des milliers de kilomètres avant d'arriver en Suisse.

Les milieux de gauche et les verts, les organisations de protection de

l'environnement ou encore les adversaires de l'élevage de bétail s'intéressent davantage à leur publicité politique et aux rentrées de dons qu'au bien-être des familles paysannes et de la Suisse. Ce comportement n'est pas seulement antiécologique, il est proprement irresponsable !

30%

– de toutes les denrées alimentaires importées d'Asie contiennent des résidus de produits phytosanitaires.



L'engagement de l'UDC pour l'agriculture au Conseil fédéral



Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances (DFP)

Ancien secrétaire de la Fédération agricole du canton de Zurich



Guy Parmelin

Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Ancien agriculteur et vigneron

« Nos paysans sont d'authentiques protecteurs de l'environnement. Ils ne se contentent pas d'en parler, mais travaillent toute l'année avec la nature et pour la nature. Celles et ceux qui s'inquiètent sincèrement de notre environnement devraient donc acheter des denrées alimentaires saines produites en Suisse – même si la qualité coûte parfois plus cher que les produits de masse provenant d'une agriculture industrielle étrangère. »

« Une agriculture productive, qui cherche la proximité des consommateurs et leur confiance, respecte forcément aussi l'environnement. Je sais d'expérience qu'un paysan assume une grande responsabilité sur ses terres – pour son exploitation, ses animaux, ses plantes. Les paysans suisses sont conscients de l'importance de leur tâche, également à l'égard de la nature. »



Mélissa Gerber, présidente
des jeunes UDC Fribourg,
Grangettes-près-Romont
(FR)

« Consommez la conscience tranquille du lait et de la viande suisse. Les deux tiers de la surface agricole suisse ne permettent une production alimentaire que par le biais de l'élevage d'animaux. En achetant ces produits, vous évitez des longs transports et vous assurez de surcroît la survie de nombreuses familles des régions périphériques, des familles qui consomment beaucoup moins de ressources à ces endroits que si elles devaient s'installer en ville. »

Acheter local – la meilleure réponse aux manifestations climatiques.

« De la région, pour la région » : Ce slogan publicitaire, bien connu d'un commerce de détail, apporterait beaucoup à la protection de l'environnement s'il était réellement appliqué.

Il suffit d'observer les rayons des supermarchés pour comprendre qu'il ne s'agit en réalité que d'un mensonge : fraises bio d'Espagne, agneau d'Australie, bœuf Argentin ou asperges du Mexique, la grande distribution pratique une notion très extensive de la région.

Le consommateur décide

Qui est finalement responsable de ces transports excessivement longs depuis les quatre coins du monde : le commerce de détail ou le consommateur ? Car en fin de compte, c'est ce dernier qui décide par le biais de ses habitudes de consommation. Si personne n'achète des fraises d'Espagne ou du bœuf Argentin, ces denrées disparaîtront tôt ou tard des rayons, ce qui ne serait pas une perte. La Suisse, avec son agriculture de proximité, compte d'excellents producteurs de fruits, de légumes ou de viande, travaillant dans le plus grand respect de l'environnement et pour le bien des consommateurs.

La gauche et les verts favorisent les importations

Avec leurs diverses initiatives populaires, notamment sur l'eau potable, la gauche et les verts tentent de détruire l'agriculture Suisse. Ces milieux aimeraient sans doute transformer toutes les régions rurales en un Musée de Balenberg, tout ce qui touche à la production de denrées alimentaires de proximité étant systématiquement diabolisé par la gauche et les verts, qui encouragent de ce fait les importations. Ces dogmatiques du climat ne s'inquiètent soudainement plus, des tonnes de CO2 nécessaires pour le transport de ces denrées à travers le monde. Difficile d'être plus contradictoire.

Oui à la production Suisse de qualité et de proximité

Le consommateur de denrées alimentaires suisses sait ce qu'il a dans son panier. Il protège l'environnement et assure par la même occasion, de nombreux emplois en Suisse, confor-

mément à la devise cette fois-ci honnêtement appliquée : « De la région, pour la région »

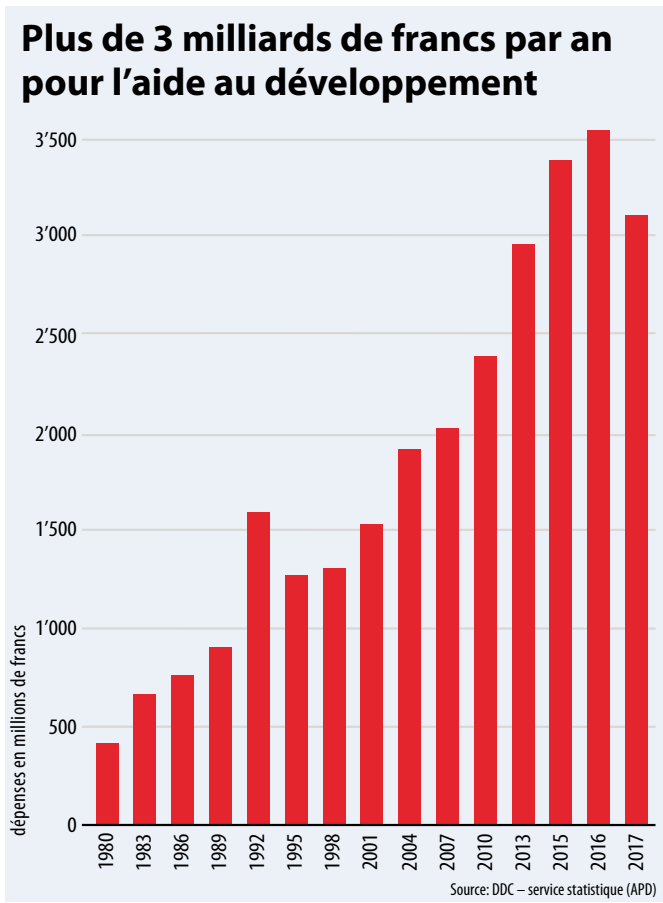


Pour le Conseiller national UDC et agriculteur Jean-Pierre Grin, Pomy (VD), une agriculture indigène productrice et rémunératrice est la meilleure des protections pour l'environnement et le climat !

Liberté et sécurité. Le Programme de

Restreindre l'aide au développement

Malgré le versement de sommes énormes durant des décennies par les pays occidentaux, l'aide au développement n'a guère amélioré les conditions de vie sur le continent africain. Ces efforts sont annihilés par des guerres civiles, la corruption et la désintégration des États. Les flux migratoires du sud vers le nord persistent et ne permettent qu'une seule conclusion : les onéreux projets de développement financés par les États occidentaux ont raté leur objectif. Pire, l'aide au développement favorise et rend possible la migration. Non seulement elle conduit à un gaspillage énorme de deniers publics, mais en plus elle contribue à maintenir au pouvoir des régimes et des clans dictatoriaux et corrompus. C'est dire qu'il est urgent d'agir avec force. Il faut commencer par cesser d'augmenter continuellement l'aide au développement. Les projets de durée indéterminée qui sont en réalité un tonneau des Danaïdes doivent être stoppés.

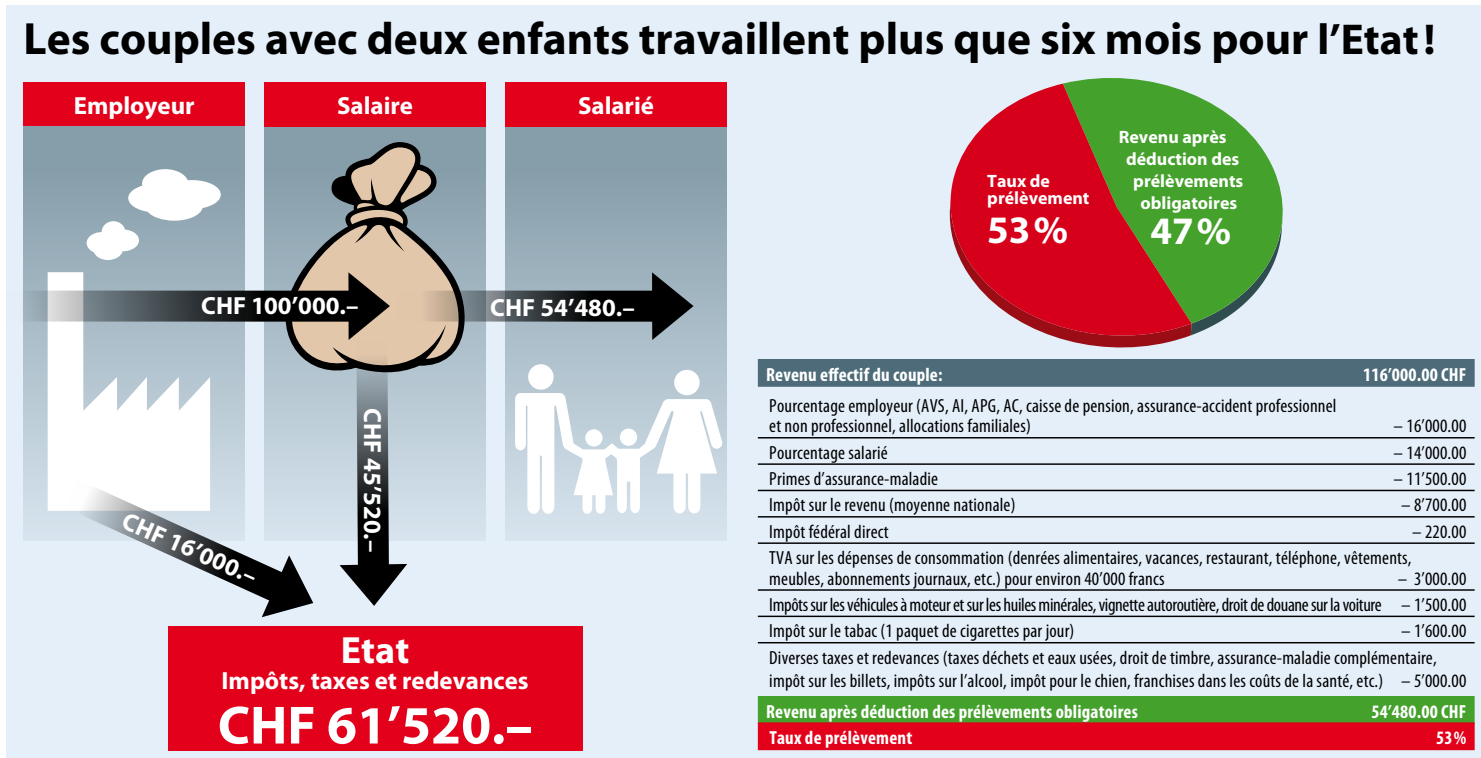


De moins en moins de vie privée

La gauche et les autres partisans du tout à l'État veulent nous priver non seulement notre propriété, mais aussi nous priver de notre sphère privée : suppression du secret protégeant les clients des banques, échange automatique de renseignements bancaires, restriction des paiements en argent liquide, surveillance constante des citoyennes et citoyens. Avec un sans-gêne croissant l'État pénètre dans notre vie privée. Le but est toujours d'éduquer les citoyens et de tirer un maximum d'argent de leurs poches. L'UDC n'accepte pas ce développement.

L'Etat poursuit son expansion

L'Etat n'a cessé de s'étendre ces dernières années et la densité de la réglementation a considérablement augmenté. Preuve en est notamment l'augmentation massive de la quote-part fiscale (somme de tous les impôts, taxes et redevances par rapport au produit intérieur brut). Nous travaillons durant une partie de plus en plus grande de l'année pour payer les impôts, taxes et redevances. L'Etat s'attribue un nombre croissant de tâches qui étaient autrefois assumées par le secteur privé. Nous travaillons cinq mois par an pour l'Etat. La Suisse se classe dans ce domaine au-dessus de la moyenne de l'OCDE.



La Constitution est méprisée

L'objectif de la politique extérieure de la Suisse est défini dans l'article 2 de la Constitution fédérale : «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.» Le peuple en tant que souverain décide librement et indépendamment de l'histoire et de l'avenir de la Suisse. Ces valeurs, soit la liberté, l'autodétermination, l'indépendance et la neutralité, sont sournoisement minées par la Confédération, l'administration fédérale, mais aussi par les tribunaux et divers professeurs de droit.



Contre la redistribution à la mode socialiste

Celui qui travaille, qui a mis de l'argent de côté en assumant ses responsabilités et qui veut en profiter par la suite a toutes les raisons de se méfier de la politique voulue par la gauche. La grande majorité des interventions socialistes visent à prendre de l'argent aux uns pour le redonner à d'autres, donc à priver les gens de la propriété qu'ils ont acquise.



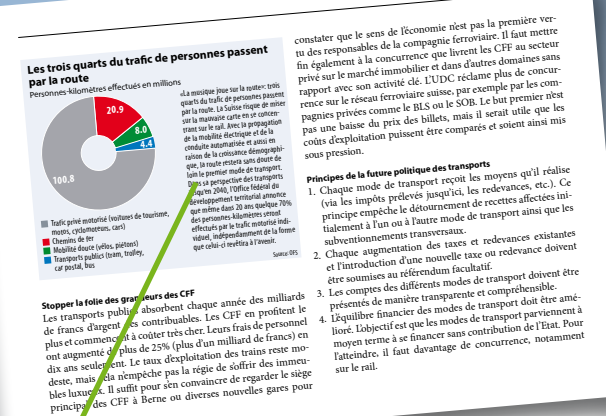
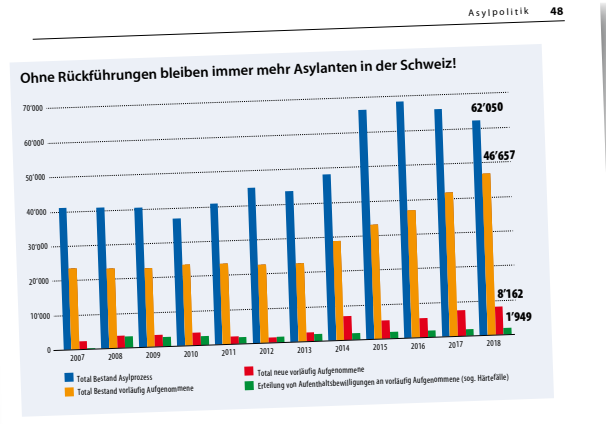
L'UDC pour les années 2019 à 2023

L'immigration démesurée a des conséquences négatives pour tous

Les conséquences de cette croissance démographique massive sont perceptibles tous les jours et pour tout le monde : trains bondés, routes bouchées, hausse des loyers et des prix des terrains, perte de précieuses terres cultivables par le bétonnage, pressions sur les salaires, salariés indigènes évincés du marché du travail, changement culturel dans la direction des entreprises. Cette immigration démesurée menace notre liberté, notre sécurité, le plein emploi et nos paysages. L'UDC ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants.

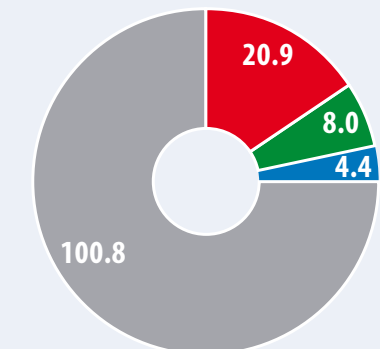
L'initiative de limitation règle l'immigration

L'objectif de l'initiative populaire «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)» lancée par l'UDC est de permettre à la Suisse de gérer à nouveau indépendamment l'immigration sur son territoire et d'interdire toute libre circulation des personnes. Elle a été déposée le 31 août 2018 avec 119 000 signatures valables. Le Parlement ayant refusé d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse, le peuple doit le rappeler à l'ordre. La nouvelle initiative charge le Conseil fédéral de négocier avec l'UE et d'abroger l'accord sur la libre circulation des personnes au plus tard six mois après l'acceptation de l'initiative. Faute d'une entente avec Bruxelles pendant cette période, l'accord de libre circulation doit être résilié dans les trente jours.



Les trois quarts du trafic de personnes passent par la route

Personnes-kilomètres effectués en millions



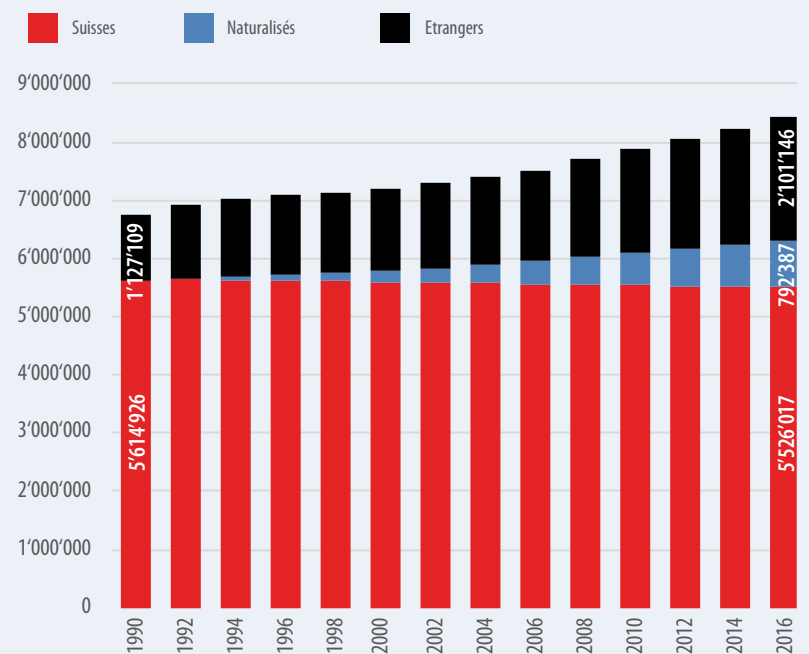
«La musique joue sur la route»: trois quarts du trafic de personnes passent par la route. La Suisse risque de miser sur la mauvaise carte en se concentrant sur le rail. Avec la propagation de la mobilité électrique et de la conduite automatisée et aussi en raison de la croissance démographique, la route restera sans doute de loin le premier mode de transport. Dans sa perspective des transports jusqu'en 2040, l'Office fédéral du développement territorial annonce que même dans 20 ans quelque 70% des personnes-kilomètres seront effectués par le trafic motorisé individuel, indépendamment de la forme que celui-ci revêtira à l'avenir.

Source: OFS

Politique des transports unilatérale

Cette situation est la conséquence, d'une part du développement économique, de la mobilité croissante et de l'immigration massive et, d'autre part, de la politique des transports unilatérale menée depuis des années par le Conseil fédéral et le Parlement. L'amélioration de la fluidité de la circulation par des mesures de gestion du trafic (utilisation des bandes d'arrêt d'urgence, réductions temporaires de la vitesse, dépassements par la droite, interdictions temporaires de dépasser imposée aux poids lourds, etc.) peut certes atténuer les problèmes, mais seulement de manière passagère. Compte tenu des taux de croissance pronostiqués, la Suisse ne peut pas échapper à un renforcement massif de son infrastructure routière. Même des voitures électriques et des voitures à conduite automatisée ont besoin de routes et de places de parc !

La population suisse reste stable – explosion démographique à cause de l'immigration croissante!



Développement de la population résidente permanente en Suisse
Naturalisations par an cumulées depuis 1990

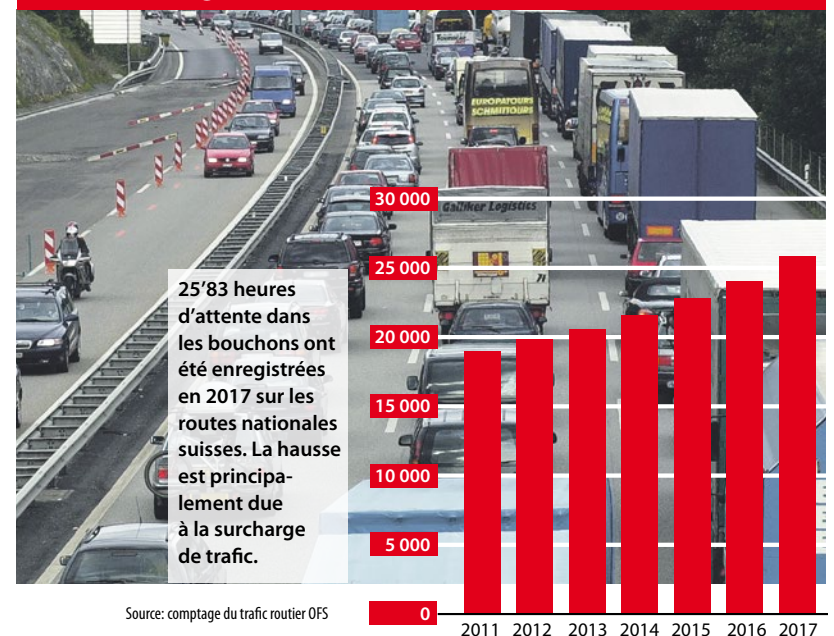
Pas d'entrée en provenance d'Etats sûrs

Les entrées et séjours clandestins en Suisse et les complicités dans ces délits doivent être sévèrement poursuivis. Une personne qui entre illégalement en Suisse en provenance d'un Etat sûr n'a pas droit à l'asile.

Réduire l'attractivité pour les faux réfugiés

Il faut enfin cesser de récompenser les faux réfugiés en leur permettant de déposer une demande d'asile en Suisse. L'attractivité que la Suisse exerce sur ces gens doit être massivement abaissée. D'une part, il faut diminuer fortement les prestations sociales afin d'inciter les réfugiés reconnus à se trouver un emploi ; d'autre part, l'aide sociale et d'urgence ne doit être accordée que sous la forme de bons ou en nature.

Augmentation des heures d'attente dans les bouchons



Source: comptage du trafic routier OFS

Supprimer les goulets d'étranglement

Les Suissesses et les Suisses paient toujours plus pour leurs déplacements en voiture (impôts et redevance), mais bénéficient de moins en moins de contre-prestations. L'objectif premier doit être de corriger avec les moyens disponibles les principaux goulets d'étranglement et d'aménager les tronçons les plus fréquentés. Les fonds FAIF (pour le rail) et FORTA (pour les routes) donnent à la Confédération les moyens nécessaires à cet effet.

Liberté et sécurité.

Je le veux
Je le vote

Programme du parti 2019 à 2023



Voulez-vous connaître en détail notre programme politique ?

Alors commandez le programme politique 2019-2023 en vous servant du talon de la page 16 !

Ou lisez-le à l'adresse internet www.udc.ch.

Les électeurs UDC: des gens comme toi et moi!

Nous le savons bien: en moyenne une Suisseuse sur trois et un Suisse sur trois votent UDC. Pourtant, ces électrices et électeurs osent à peine avouer ouvertement leur choix. Pourquoi? Parce que la majorité des médias suisses dénigrent systématiquement depuis années l'UDC et ses électeurs. Leur objectif: empêcher un maximum de gens de voter UDC et, surtout, de le dire ouvertement. **Cela doit cesser!** Sur le site www.falschgedacht.ch (version en allemand uniquement), des hommes et des femmes de tous les horizons expliquent ouvertement pourquoi ils votent UDC. **Faites-vous plaisir et participez...**

La seconde génération vote UDC



“ Je suis de la seconde génération d’immigrants et je me sens extrêmement bien en Suisse. Titulaire d’un bachelor en théologie, je suis aussi entraîneur de crossfit. J’ai participé à un marathon en Corée du Nord. **Si je vote UDC, c’est parce que ce parti est ouvert au monde et veille à ce que tout le monde respecte nos lois et nos règles.** ”

Les femmes fortes votent UDC



“ Je suis une femme forte et je pratique le yoga pour mon équilibre mental. Il y a du sang espagnol dans mes veines. J’aime la diversité des cultures, voyager et découvrir d’autres mondes. **Si je vote UDC, c’est parce que ce parti s’engage pour les valeurs suisses.** ”

Les automobilistes votent UDC



“ J’aime conduire ma voiture et je dépends d’elle. A l’endroit où j’habite, il n’y a plus de bus à partir de 19 heures. La gauche veut néanmoins augmenter les taxes sur l’essence. Aujourd’hui déjà, le carburant ne coûterait que la moitié sans les prélèvements de l’Etat. **Si je vote UDC, c’est parce que ce parti combat l’arnaque fiscale contre la classe moyenne.** ”

Les amateurs de viande votent UDC



“ La dictature écologique interdit de manger de la viande. Moi-même, je continue de consommer de la viande de bonne qualité. Pour protéger effectivement l’environnement, il faut acheter des denrées alimentaires de saison produites en Suisse. L’acheteur sait ainsi que les animaux sont élevés dans le respect de leurs besoins spécifiques. **Si je vote UDC, c’est parce que ce parti s’engage pour la liberté et pour les paysans suisses.** ”

Les étudiants votent UDC



“ J’ai l’air d’un hippie. Même sous la pluie et la neige je me promène en sandales et en short. Pour mon travail de maturité, je développe un canon à neige pour le jardin. **Et j’ai choisi l’UDC, parce ce parti s’engage en faveur d’une Suisse forte et indépendante.** ”



La mascotte électorale de l'UDC

Curieux de savoir qui vote encore UDC?
Laisse-toi surprendre par la diversité de l’électorat UDC
(le site web n’est disponible qu’en Allemand)
sur www.falschgedacht.ch

Ou mieux encore: charge ta propre vidéo sur www.falschgedacht.ch pour expliquer pourquoi tu votes UDC. Tu contribues ainsi à ce que la Suisse reste libre et sûre.

Voici la Suisse nous souhaitons

Indépendance, souveraineté, démocratie directe, neutralité et fédéralisme, voilà les piliers de notre Etat que nos ancêtres ont créés, pour lesquels ils se sont battus et que nous continuons de défendre, sachant bien qu’il n’existe pas de liberté sans sécurité.

Dans le Pacte fédéral qui marque le début de notre Confédération, les fondateurs de notre pays ont promis qu’ils ne toléreraient pas de juges étrangers.

Dans son préambule, notre Constitution fédérale stipule que seuls sont libres celles et ceux qui usent de leur liberté et que la force d’un peuple se mesure au bien-être des faibles.

Fidèles à cette tradition, les représentantes et représentants de l’UDC font la promesse suivante au peuple suisse:

Les conseillers fédéraux



Guy Parmelin a été élu comme deuxième conseiller fédéral UDC dans le cadre des élections générales au Conseil fédéral de 2015. Il a hérité d’Ueli Maurer le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). Durant la première année après son entrée en fonction, il a déjà remporté une votation populaire, à savoir celle sur la nouvelle loi sur le service de renseignement qui tient compte de la menace terroriste accrue.

Depuis le 1er janvier 2019, Guy Parmelin dirige le Département fédéral de l’économie, de la formation et de la recherche (DEFR). De concert avec Ueli Maurer, il veille au Conseil fédéral à une utilisation économe des deniers publics ainsi qu’à la sauvegarde de la prospérité et de l’emploi.

Liberté e

Je le veux.
Je le vote.

se que itons

Nous voulons

- que la Suisse ne se rattache pas à l'Union européenne et qu'elle ne reconnaisse pas de juges étrangers** afin que nous puissions décider nous-mêmes de notre sort.
- limiter l'immigration, car nous refusons une Suisse à 10 millions d'habitants** afin que nous conservions une patrie intacte et dans laquelle il fait bon vivre.
- expulser les étrangers criminels et combattre les abus dans le droit d'asile** afin que nous puissions vivre en sécurité.
- des impôts plus bas pour tous et moins de régulations étatiques** afin de sauvegarder l'emploi.

UDC

Ueli Maurer a été élu le 10 décembre 2008 au Conseil fédéral et il dirigeait jusqu'à fin 2015 le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). Il s'est opposé avec succès à la constante réduction de l'armée et a obtenu des moyens financiers supplémentaires pour la défense nationale, tâche prioritaire de l'Etat.

Le 1er janvier 2016, Ueli Maurer a repris le Département fédéral des finances (DFF). Immédiatement après son entrée en fonction, il s'est opposé aux tentatives de chantage étrangères et notamment de l'UE en veillant à renforcer la place bancaire et financière et la compétitivité internationale de la Suisse. Tous les habitants de ce pays en profitent finalement.

t sécurité.

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

Grâce à l'UDC...



... la Suisse n'est pas dans l'UE.
... le Conseil fédéral n'a pas signé depuis longtemps l'accord-cadre institutionnel



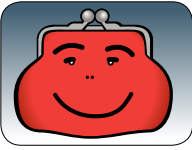
... l'engagement de détectives contre les escrocs aux assurances sociales est largement accepté.
... les pédophiles non amendables sont internés à vie.



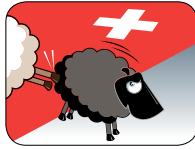
... la Suisse a maintenu le service militaire obligatoire alors que d'autres pays doivent reconstituer à grand prix leur défense nationale.
... l'effectif de l'armée n'a pas été ramené à 80 000 membres, ce qui serait totalement insuffisant.



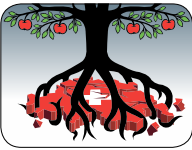
... le tunnel du St-Gothard sera plus sûr grâce à un deuxième tube.
... la vignette autoroutière ne coûte pas 100 francs.
... l'essence ne coûte pas 20 centimes de plus par litre.



... ITVA reste inférieure à 10%.
... la déduction dans l'impôt fédéral pour les enfants sera augmentée, indépendamment du fait que les enfants soient gardés par des tiers ou dans la famille.



... les criminels étrangers sont plus rigoureusement expulsés.
... il n'y a pas de naturalisation automatique.
... les réfugiés n'ont pas le droit de se rendre dans leur pays d'origine.
... le Conseil fédéral n'a pas pu signer discrètement le Pacte de l'ONU pour les migrations.



... l'initiative contre l'immigration de masse a été acceptée.
... tous les autres partis sont forcés de s'occuper du thème de l'immigration de masse.



... l'islam radical ne peut pas installer en Suisse des symboles de son pouvoir.
... vous pourrez bientôt voter sur une interdiction nationale de se voiler le visage.



... plusieurs accords de libre-échange ont pu être signés dans l'intérêt de la Suisse et en tenant compte des besoins de son agriculture.
... la Poste a été contrainte de desservir également les régions périphériques jusqu'à 12.30 heures au plus tard.



... nous pourrons bientôt voter sur un texte qui nous permettra à nouveau de décider qui peut entrer en Suisse et qui ne le peut pas. L'initiative de limitation exige que la Suisse règle et contrôle de manière autonome l'immigration sur son territoire.

Le Bureau de la direction du parti UDC: des femmes et des hommes qui assument des responsabilités



Albert Rösti
Président du parti (BE)



Céline Amaudruz
Vice-présidente (GE)



Marco Chiesa
Vice-président (TI)



Magdalena Martullo
Vice-présidente (GR)



Thomas Aeschi
Président du groupe (ZG)



Adrian Amstutz
Membre (BE)



Marcel Dettling
Membre (SZ)



Thomas Matter
Membre (ZH)



Sandra Sollberger
Membre (BL)

Nous assumons la responsabilité

... au Palais fédéral

64 conseillères nationales et conseillers nationaux de l'UDC



Thomas Burgherr

01.08.1962, Charpentier avec diplôme fédéral, chef d'entreprise, 3 enfants, Willberg



David Zuberbühler

20.02.1979, Chef d'entreprise, 2 enfants, Herisau



Sebastian Frehner

02.09.1973, Juriste, docteur en droit, 1 enfant, Bâle



Thomas de Courten

29.07.1966, Chef d'entreprise, 3 enfants, Rünenberg



Sandra Sollberger

27.10.1973, Peintre en bâtiment avec maîtrise fédérale, cheffe d'entreprise, 2 enfants, Bubendorf



Andreas Aepli

26.11.1958, Agriculteur avec diplôme fédéral, chef d'entreprise, 3 enfants, Alchenstorf



Adrian Amstutz

02.12.1953, Chef d'entreprise, 3 enfants, Sigriswil



Manfred Bühler

10.04.1979, Avocat, Cortébert



Andrea Geissbühler

03.08.1976, Agente de police, pédagogue équestre, jardinière d'enfants diplômée, 3 enfants, Bärswil



Erich Hess

25.03.1981, Chef d'entreprise, camionneur, Berne



Nadja Pieren

14.02.1980, Spécialiste de la conduite d'un groupe avec brevet fédéral, éducatrice de la petite enfance, cheffe d'exploitation, Heimiswil



Albert Rösti

07.08.1967, Dr.-ing. EPFZ en agriculture, chef d'entreprise, 2 enfants, Uetendorf



Werner Salzmann

05.11.1962, Ing. dipl. en agriculture, expert en chef agricole, 4 enfants, Mülchi



Erich von Siebenthal

30.12.1958, Paysan de montagne, chef d'exploitation d'un chemin de fer de montagne, 3 enfants, Gstaad



Pierre-André Page

19.04.1960, Maître-agriculteur, 3 enfants, Châttonnaye



Jean-François Rime

28.06.1950, Chef d'entreprise, 3 enfants, Bulle



Céline Amaudruz

15.03.1979, lic. iur., gestionnaire de fortune, Genève



Yves Nidegger

17.05.1957, Avocat, 5 enfants, Genève



Heinz Brand

06.09.1955, Conseiller, juriste, 1 enfant, Klosters



Magdalena Martullo-Blocher

13.08.1969, lic.oec., cheffe d'entreprise, 3 enfants, Meilen, Lenzheide



Yvette Estermann

26.02.1967, Médecin, conseillère, 1 enfant, Kriens



Franz Gräter

29.07.1963, Chef d'entreprise, 3 enfants, Eich



Felix Müri

22.01.1958, Chef d'entreprise, 4 enfants, Emmenbrücke



Peter Keller

22.04.1971, lic. phil. I, petit entrepreneurs / auteur, Hergiswil



Thomas Hurter

01.11.1963, Pilote de ligne, 2 enfants, Schaffhausen



Roland Rino Büchel

08.10.1965, Gestionnaire de sport, petit entrepreneur, 1 enfant, Oberriet



Mike Egger

02.08.1992, Chef de projet, gestionnaire d'exploitation diplômé NDS HS, Berneck



Barbara Keller-Inhelder

24.08.1968, cheffe d'entreprise, 2 enfants, Rapperswil-Jona



Thomas Müller

01.12.1952, lic. iur., président de ville, 3 enfants, Rorschach



Lukas Reimann

18.09.1982, MLaw, Juriste, Wil



Christian Imark

29.01.1982, Indépendant chef d'entreprise, 1 enfant, Fehren



Walter Wobmann

21.11.1957, Agent technico-commercial, chef de vente, 3 enfants, Gretzenbach



Marcel Dettling

01.02.1981, Agriculteur, 3 enfants, Oberiberg



Pirmin Schwander

28.12.1961, Dr.oec.publ, chef d'entreprise, 2 enfants, Lachen



Diana Gutjahr

13.01.1984, cheffe d'entreprise, économiste d'entreprise ES, Amriswil



Markus Hausammann

20.09.1964, Maître-agriculteur, 4 enfants, Langrickenbach



Verena Herzog

07.02.1956, Jardinière d'enfants diplômée, femme d'affaire, 3 enfants, Frauenfeld



Marco Chiesa

10.10.1974, Directeur d'un home pour personnes âgées, 2 enfants, Ruvigliana



Beat Arnold

24.04.1978, Coach mental universitaire, ingénieur-économiste, 2 enfants, Schattdorf



Michaël Buffat

27.09.1979, Cadre bancaire, Vuarrens



Alice Glauser-Zufferey

18.10.1954, Agricultrice, 4 enfants, Champvent



Jean-Pierre Grin

16.03.1947, Agriculteur, 3 enfants, Pomy



Jacques Nicolet

24.10.1965, Agriculteur, 4 enfants, Lignerolle



Jean-Luc Addor

22.04.1964, Avocat, 2 enfants, Sion



Franz Ruppen

24.02.1971, Avocat et notaire, Naters

de la Suisse...

Canton de Zoug



Thomas Aeschi
13.01.1979, lic. oec. HSG, Harvard
MPA, conseiller d'entreprise, Baar

Canton de Zurich



Hans Egloff
27.11.1959, Avocat, Aesch



Martin Haab
03.05.1962, Agriculteur,
2 enfants, Mettmenstetten



Alfred Heer
12.10.1961, petit entrepreneur,
Zürich



Roger Köppel
21.03.1965, Éditeur et rédacteur
en chef «Die Weltwoche»,
3 enfants, Küsnacht



Thomas Matter
23.03.1966, Chef d'entreprise,
4 enfants, Meilen



Gregor Rutz
12.10.1972, lic. iur., Chef
d'entreprise, Zürich



Therese Schläpfer
14.04.1959, Diplôme fédéral F/A,
3 enfants, Hagenbuch

Canton de Zurich



Barbara Steinemann
18.06.1976, lic. iur., juriste,
Watt-Regensdorf



Mauro Tuena
25.01.1972, Technicien en
informatique, Zürich



Hans-Ueli Vogt
05.12.1969, Professeur de droit
privé et économique, Zürich



Bruno Walliser
11.04.1966, Maître-ramoneur
avec diplôme fédéral, 2 enfants,
Volketswil



Claudio Zanetti
16.06.1967, lic. iur., juriste,
conseiller en communication,
Gossau

... au Conseil fédéral

5 conseillers aux Etats

Canton de Glaris



Werner Hösli
30.08.1961, Directeur d'un home
pour personnes âgées, 1 enfant,
Haseln

Canton de Schaffhouse



Hannes Germann
01.07.1956, Economiste d'entreprise,
conseiller d'administration, 2 enfants,
Opfertshofen

Canton de Schwyz



Peter Föhn
11.12.1952, Chef d'entreprise,
4 enfants, Muotathal



Alex Kuprecht
22.12.1957, Gestionnaire de
relations, 2 enfants, Pfäffikon

Canton de Thurgovie



Roland Eberle
07.12.1953, ing. dipl. agricole
EPFZ, chef d'entreprise, 3 enfants,
Weinfelden

2 conseillers fédéraux



Ueli Maurer
01.12.1950, Chef du Département
fédéral des finances (DFF),
6 enfants, Wernetshausen (ZH)



Guy Parmelin
09.11.1959, Chef du Département
fédéral de l'économie, de la
formation et de la recherche
(DEFR), Bursins (VD)

... dans les gouvernements cantonaux

23 conseillères et conseillers d'Etat de l'UDC

Canton d'Argovie



Alex Hürzeler
01.06.1965, Chef du Département
de la formation, de la culture et du
sport, Oeschgen

Canton d'Appenzell Rhodes Intérieures



Ruedi Eberle
19.07.1967, Boursier cantonal,
chef du département des finances,
3 enfants, Gonten

Canton d'Appenzell Rhodes Extérieures



Hansueli Reutegger
14. 11.1966, Chef du Département de
l'intérieur et de la sécurité,
3 enfants, Schwellbrunn

Canton de Berne



Christoph Neuhaus
10.05.1966, Directeur des travaux
publics, des transports et de
l'énergie, 1 enfant, Kaufdorf



Pierre-Alain Schnegg
13.12.1962, Directeur de la santé
publique et de la prévoyance
sociale, 4 enfants, Champoz

Canton de Bâle-Campagne



Thomas Weber
23.11.1961, Chef de la direction
de l'économie et de la santé,
3 enfants, Buus

Canton de Glaris



Marianne Lienhard
17.07.1968, cheffe du
département de l'économie et de
l'intérieur, Elm

Canton de Lucerne



Paul Winkler
13.04.1956, Chef du département
de la justice et de la sécurité,
2 enfants, Kriens

Canton de Nidwald



Michèle Blöchlinger
21.10.1967, Directrice de la santé
et des affaires sociales, remplaçante
de la directrice de la justice et de
la sécurité, 3 enfants, Hergiswil



Res Schmid
25.02.1958, Directeur de la
formation et remplaçant de la
directrice de la santé et des affaires
sociales, 2 enfants, Emmetten

Canton d'Obwald



Daniel Wyler
23.10.1959, Chef du département
de l'économie publique,
4 enfants, Engelberg

Canton de Saint Gall



Stefan Kölliker
09.09.1970, Chef du département
de la formation, 3 enfants,
Bronschhofen

Canton de Schaffhouse



Ernst Landolt
26.07.1953, Chef du
département de l'économie
publique, 3 enfants, Rüdlingen



Cornelia Hurter Stamm
08.11.1962, cheffe du département
des finances, 2 enfants,
Schaffhausen

Canton de Schwyz



Andreas Barraud
15.11.1957, Chef du département
de l'économie publique, 2 enfants,
Bennau



René Bünter
21.05.1969, Chef du département
de l'environnement, 3 enfants,
Lachen



André Rüeggsegger
30.06.1976, Chef du département
de la sécurité, Brunnen

Canton de Thurgovie



Monika Knill
12.03.1972, cheffe du
département de l'éducation et de
la culture, 2 enfants, Alterswilten



Jakob Stark
08.09.1958, Chef du département
des finances et des affaires
sociales, 2 enfants, Buhwil

Canton du Tessin



Norman Gobbi
23.03.1977, Chef du département
de l'intérieur, de la justice et de la
police, 2 enfants, Quinto

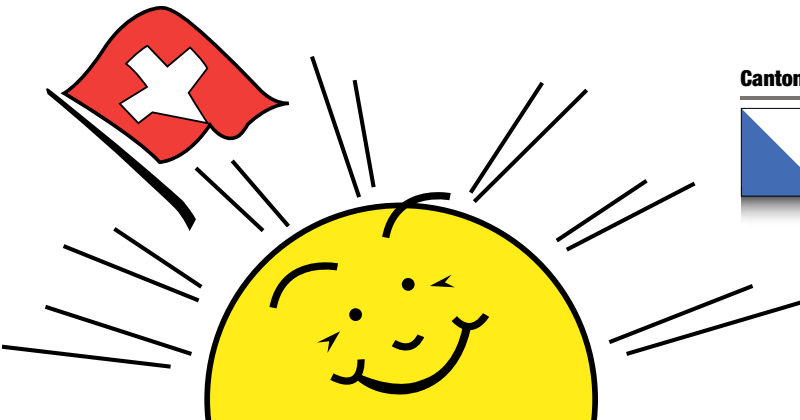
Canton de Zoug



Stephan Schleiss
26.12.1972, Chef de la direction
de la formation et de la culture,
Steinhausen



Heinz Tännler
10.05.1960, Chef de la direction
des finances, 3 enfants, Zug



Canton de Zurich



Natalie Rickli
19.11.1976, cheffe de la direction
de la santé, Winterthur



Ernst Stocker
20.04.1955, Chef de la direction
des finances, 2 enfants, Wädenswil



Grand concours

Participez au concours en ligne : www.udc-soleil.ch

Que symbolise le soleil?

- 1** Pour l'actuelle campagne publicitaire de Suisse Tourisme en Grande-Bretagne. Afin que les Britanniques sachent que le soleil brille également dans les pays qui ne sont pas dans l'UE?



☐ Oui = NO

☐ Non = JE

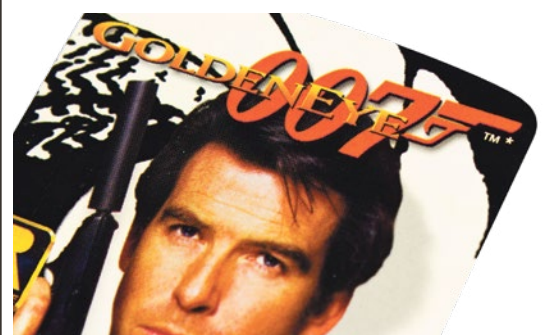
- 2** Pour une nouvelle adaptation de la chanson de Jennifer «Au Soleil»?



☐ Oui = NME

☐ Non = VO

- 3** La version suisse de la bande-annonce du film James Bond «Golden Eye» de 1995?



☐ Oui = RCI

☐ Non = TE

- 4** Est-ce que le parti politique suisse le plus performant, donc l'UDC qui, par sa politique, veille à ce que le soleil continue de briller en Suisse pour la classe moyenne?

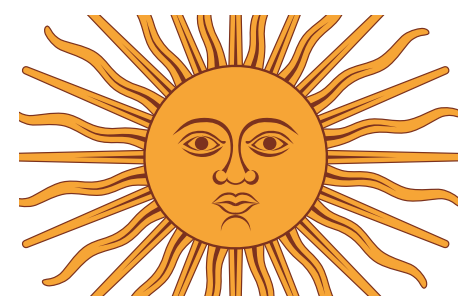


Pour une Suisse forte

☐ Oui = UD

☐ Non = AL

- 5** Une découverte extraordinaire lors de fouilles dans l'empire Inca qui confirme enfin que l'UDC a copié le dieu-soleil de ce peuple?



☐ Oui = UE

☐ Non = C



Voici la bonne solution: _____

Cochez les bonnes réponses et alignez les lettres correspondantes dans l'ordre des questions et envoyez-nous la solution.

1^{er} au 3 prix: un panier rempli de surprises solaires (miel, graines de tournesol, précieuse huile de tournesol, etc.)

Les gagnants seront informés à la fin du mois de juillet 2019. Il n'y aura aucune correspondance concernant ce concours. En participant à un concours avec l'envoi d'images, vidéos ou textes, la personne accepte que les documents (photos, vidéos, textes) soit publié en son nom.

Sûre et libre. Pour que notre Suisse le reste. Je donne un coup de main!

- ☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma commune de domicile, respectivement de ma région/mon district. Je paie une cotisation annuelle et je suis invité aux assemblées et manifestations du parti.
- ☐ Veuillez m'envoyer le programme politique de l'UDC.
- ☐ J'aimerais être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent votre lettre d'information à l'adresse courriel ci-contre.
- ☐ Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maison pour les affiches de la campagne UDC en vue des élections au Conseil national.
- Veuillez m'envoyer :
- _____ affiches F4 (format mondial = 89,5 cm x 128 cm)
- _____ affiches A0 pour l'extérieur (solides) (AO = 84,1 cm x 118,9 cm)
- _____ affiches papier A2 (A2 = 42 cm x 59,4 cm)
- ☐ J'écris volontiers une lettre de lecteur, mais je souhaite votre aide à cet effet. Veuillez prendre contact avec moi.
- ☐ Je soutiens la **campagne électorale UDC au Conseil national** (les dons peuvent dans une certaine mesure être déduits des impôts fédéraux et cantonaux).
- ☐ Je fais un don de _____ Francs sur le **CCP 30-88-28-5** du comité interpartis
- ☐ Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse.
- ☐ J'accepte que vous utilisiez mon adresse pour la publicité en faveur de l'UDC.

Nom / Prénom

Rue

NP/Lieu

Téléphone

Courriel

Date/Signature

A découper et à renvoyer dans une enveloppe à l'adresse suivante:
UDC Suisse, Secrétariat général, Case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59



www.udc.ch

Pour une Suisse forte